

CAMINANDO - REVUE DE RÉFLEXION ET D'ENGAGEMENT
DU COMITÉ POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

Caminando

En marche !

Vol.27, No.1, janvier 2009



LE POUVOIR DE LA DISTORSION ET DU SILENCE MÉDIATIKUES

PORTRAIT LATINO-AMÉRICAIN
BOLIVIE, BRÉSIL, HAÏTI ET MEXIQUE

OBAMA
UN ESPOIR POUR L'AMÉRIQUE LATINE?

CONTENU DE LA REVUE

- 1 **MOT DU COMITÉ ÉDITORIAL**
- 2 **LE PARADOXE BOLIVIEN** DAVID MURRAY
- 5 **BOLIVIE : LE RÔLE DES MÉDIAS ET LES DROITS CIVILS** MATHIEU SIMARD
- 9 **HAINE DE L'AUTOCHTONE ET DU PAYSAN À SUCRE, EN BOLIVIE** ARNAUD DEHARTE
- 12 **QUI PASSE À LA TÉLÉVISION GAGNE LES ÉLECTIONS?** CHRYSTIAN ROY
- 13 **CALavera PETROLERA** ENRIQUE RIVERA
- 13 **TARIFICATION AU GRÉ DU VENT** CHRYSTIAN ROY
- 14 **HAÏTI, VIOLENCE ET MÉDIAS** ILIONOR LOUIS
- 20 **L' "ESPOIR" D'OBAMA** LAURA KNEALE
- 22 **DERRIÈRE LE RIDEAU : LE POUVOIR MÉDIATIQUE DE LA COMPAGNIE VALE DO RIO DOCE ET LE TRAVAIL ARDU POUR DÉVOILER LA VÉRITÉ** DARIO BOSSI

LA OBSERVATION DES DROITS HUMAINS AU MEXIQUE : CANDIDAT(E)TS RECHERCHÉS!

Dans le but de consolider le travail de défense des droits humains au Mexique, une nouvelle collaboration vient de s'instaurer entre le CDHAL et le Centre de droits humains Fray Bartolomé de las Casas (FRAYBA) situé au Chiapas. Le CDHAL assurera le recrutement et la formation de personnes intéressées à prendre part au travail d'observation des droits humains sur le terrain au Chiapas. Depuis 1995, le FRAYBA organise l'envoi d'observateurs-trices mexicains et étrangers dans des communautés qui en font la demande. Ce projet a été mis sur pied face à la militarisation du territoire et des communautés autochtones et aux conflits opposant différents groupes sociaux, dans un contexte de discrimination et d'inégalités. Les observateurs effectuent des séjours de deux semaines dans des communautés rurales. Leur présence peut constituer un élément dissuasif pour des groupes ou individus tentés de porter atteintes aux droits humains. Les observateurs sont des témoins qui documentent les violations des droits humains ainsi que l'évolution de la situation dans les communautés.

La présence et l'accompagnement au quotidien constituent aussi une participation solidaire à la lutte pour le respect de leurs

droits et au processus d'autonomie et de libre-détermination dans lesquels ces femmes et ces hommes sont engagés. Le FRAYBA est constamment à la recherche d'observateurs et d'observatrices prêts à se rendre dans les communautés. Ces personnes doivent au préalable avoir été préparées par une organisation. Le CDHAL offrira désormais cette formation. Les candidats et candidates doivent notamment être âgés de plus de 18 ans, avoir une bonne connaissance de l'espagnol, s'engager en tant qu'observateur pour une durée minimale de deux semaines et être en mesure d'assumer les coûts liés au voyage et à la vie sur place (le CDHAL peut appuyer le/la participantE dans sa recherche de financement).

N'hésitez pas à nous contacter pour en savoir davantage sur le projet et sur le processus de sélection des observateurs : observation@cdhal.org ou 514-387-5550. Une soirée d'information sur le projet aura lieu plus tard cet hiver. Contactez-nous pour vous inscrire à notre liste de diffusion. Nous vous invitons aussi à visiter le site web du FRAYBA www.frayba.org, section observadores.

Au plaisir de caminer avec vous !

MOT DU COMITÉ ÉDITORIAL

Pour débiter l'année 2009, le comité éditorial de la publication Caminando vous offre une réflexion sur l'impact des médias dans la couverture d'événements sociaux.

Bonne lecture!

L'ÉQUIPE DU COMITÉ ÉDITORIAL DU CAMINANDO EST À LA RECHERCHE DE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Caminando cherche des personnes intéressées à faire partie de son comité éditorial, disposées à donner quelques heures par mois pour réaliser un ou plusieurs des mandats suivants :

1. Participer aux réunions pour décider les thèmes de chaque numéro de la revue.
2. Faire l'appel de textes correspondant à chaque édition de la revue.
3. Recevoir, lire, choisir, réviser et corriger les textes reçus.
4. Proposer une structure pour l'édition finale.
5. Agrémenter la publication à l'aide de photos, dessins, éléments graphiques, poèmes, etc.
6. Réviser l'édition finale de la revue avant de l'envoyer à l'imprimerie
7. Appuyer l'organisation d'une activité publique de lancement
8. Promouvoir la publication à travers différents réseaux

Nous sommes à la recherche de personnes intéressées à l'actualité relative aux droits humains en Amérique latine, avec des connaissances dans l'un des domaines suivants : journalisme, édition, révision ou correction de textes, design graphique.



COMITÉ ÉDITORIAL

Marie-Josée Béliveau
Marie-Dominik Langlois
Mélanie Bélanger
David Aubé

COLLABORATEURS

MISE EN PAGE
Pablo Rubin

AUTEUR(E)S

David Murray
Mathieu Simard
Arnaud Deharte
Chrystian Roy
Ilionor Louis
Laura Kneale
Dario Bossi

CORRECTION

Paul Langlois

REMERCIEMENTS

- Ministère des relations internationales
 - Oeuvres du Cardinal Léger
 - Capucins du Québec
 - Développement et Paix
 - Compagnie de Jésus
- Congrégation de N.D. du Québec
 - Congrégation SS.CC. J.M.
 - Fonds Émile-Tavernier
 - Fondation Mgr Moreau
 - Pères de St-Croix
 - Sœurs du Sacré-Cœur
 - Sœurs Franciscaines
- Sœurs de St-François-d'Assise
 - Sœurs de Notre-Dame
 - Sœurs de St-Croix

LE PARADOXE BOLIVIEN

DEPUIS PLUS D'UNE DÉCENNIE, L'AMÉRIQUE LATINE EST EN PLEINE ÉBULLITION ET LA PLUPART DES PAYS DU CONTINENT ONT ÉLU, DANS LES DERNIÈRES ANNÉES, DES GOUVERNEMENTS SE SITUANT GÉNÉRALEMENT À LA GAUCHE DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE ET ASPIRANT À SE LIBÉRER DE LA TUTELLE DE WASHINGTON DANS LA CONDUITE DES AFFAIRES DE LEUR PAYS. CEPENDANT, DANS UN CONTINENT OÙ LA POLARISATION SOCIALE EST TRÈS MARQUÉE ET OÙ LES INTÉRÊTS DOMINANTS ENTENDENT MAINTENIR LEURS PRIVILÈGES, LES CHANGEMENTS POLITIQUES NE SE FONT PAS SANS HEURTS, LOIN S'EN FAUT. LA BOLIVIE EST PROBABLEMENT UN DES PAYS ILLUSTRANT LE MIEUX CETTE DYNAMIQUE. ENTRETIEN SUR LA QUESTION AVEC ROXANA PANIAGUA, DU COLLECTIF D'INFORMATION SUR LA BOLIVIE *.

PAR DAVID MURRAY

ANIMATEUR DES REJETONS DE GÉRARD LAMBERT SUR LES ONDES DE CISM, 89,3FM

(DM) Pouvez-vous d'abord faire un état des lieux du pays. Expliquer quels sont les principaux acteurs et principales forces qui s'affrontent dans le pays?

(RP) Il faut se rappeler d'abord que la Bolivie, à partir de 2005, a élu un gouvernement issu des mouvements sociaux et surtout du mouvement syndical des cocaleros de la région du centre de la Bolivie. Ce mouvement a élu Evo Morales, premier président autochtone de la Bolivie, qui a reçu un appui massif de 54 %. Depuis, la demande principale de ces mouvements sociaux a été de lancer un appel à la formation d'une assemblée constituante, c'est-à-dire de faire un appel aux organisations sociales, citoyennes, de quartier, des partis, pour pouvoir élire des "assembléistes", des constituants, pour rédiger une nouvelle charte du pays. Pourquoi une nouvelle charte du pays? Parce que, selon l'analyse politique de ces mouvements sociaux, il fallait absolument changer la constitution politique de l'État, puisque celle-ci ne leur donnait pas véritablement de droits et ne protégeait surtout pas les territoires qui appartiennent aux autochtones. Donc, en ce sens-là, Evo Morales a accompli son programme politique. Immédiatement suivant son élection, il a promulgué la loi pour que soit fondée l'assemblée constituante et, finalement, celle-ci a commencé à travailler à Sucre, la capitale légale de la Bolivie, en 2006.

Plusieurs organisations et mouvements autochtones étaient présents dans cette assemblée, la plupart des élus étant issus du mouvement de la gauche socialiste, c'est-à-dire du MAS, Movimiento al socialismo (Mouvement vers le socialisme) d'Evo Morales. La droite, qui ne s'est organisée qu'à la dernière minute pour être représentée à l'assemblée, a alors entrepris d'en bloquer les travaux de manière systématique. Ce qui a eu comme résultat qu'après une période de douze mois, ils avaient à peine discuté quelques articles. Ce blocage systématique s'est opéré par toutes sortes de moyens, allant des moyens légaux jusqu'à des moyens de pression qui sont allés en crescendo jusqu'à ce qu'ils aboutissent en décembre 2007 à des mouvements de protestation issus de comités civiques des préfectures opposées

au gouvernement d'Evo Morales, qui ont atteint des niveaux de violence assez particuliers. Curieux aussi quand on pense que ces revendications auraient pu être discutées à la table de négociations. C'était assez spectaculaire la façon dont ils ont monté véritablement un discours qui a interpellé une certaine classe moyenne. Ils ont en fait monté un discours assez radical et violent contre Evo Morales.

(DM) Et pourquoi cette assemblée constituante était-elle vue comme une menace de la part de la droite, puisque, tout au long du processus, Morales a quand même fait preuve d'ouverture à plusieurs reprises? Il a invité ces gens-là et continue encore aujourd'hui à les inviter à la table des négociations et on persiste à durcir le ton du côté de l'opposition. Qu'est-ce qui est si profondément perçu comme une menace?

(RP) C'est que rédiger une nouvelle charte suppose d'abolir le statu quo actuel, c'est-à-dire que ça impliquerait l'abolition des droits acquis par cette droite qui a gouverné le pays pendant 183 ans, qui possède la terre de façon honteuse et irrégulière souvent. Sur 60 millions d'hectares, il y a 17 familles qui en disposent 40 millions. Rédiger une nouvelle constitution suppose qu'on va aller toucher à la propriété et l'extension de la propriété. On touche également à la question de la répartition des ressources naturelles, dont le gaz. Il suffit d'évoquer les événements d'octobre 2003, alors que le gouvernement néolibéral de Sanchez de Lozada défendait les entreprises transnationales qui exploitaient le gaz naturel, versant une redevance minimale à l'État. Depuis l'arrivée du gouvernement d'Evo Morales, les redevances sont majeures pour l'État. Il y aura aussi une norme légale à travers la nouvelle constitution qui touchera justement à ces intérêts. Et clairement depuis 6 mois, ils ne se cachent plus. Parce qu'au début la droite, elle, se cachait dans un discours soi-disant démocratique, donc elle invoquait des articles de l'ancienne constitution politique de l'État, on accusait Evo Morales d'avoir polarisé le pays avec un discours totalement "ethniste". On l'accusait également de ne

pas respecter les minorités, etc. Il y avait un discours, disons au début du moins, légaliste, “démocratique”, mais, depuis décembre 2007, ils ne se cachent plus du tout. Ils ont développé d’autres moyens. Donc la pression de ce qu’ils appelaient la résistance civile, c’était véritablement une résistance violente. Ils ont organisé des groupes dans les comités civiques des différents départements de la Bolivie, et surtout de la région est du pays qui s’appelle la media luna. C’est cette région, riche en ressources justement, qui fait opposition au gouvernement d’Evo Morales. Alors ils ont entre autres organisé des groupes dans l’union de la jeunesse de Santa Cruz. C’est un groupe de choc, littéralement. C’est le groupe armé du comité civique. Il ne se cache plus parce que, voyez-vous, même un correspondant d’Associated Press, lorsqu’il faisait une entrevue avec le président du comité civique de Santa Cruz, Branko Marincovic, a vu qu’il y avait des jeunes de cette union qui venait chercher des bâtons et même des grenades et du gaz lacrymogène. Et donc on a vu véritablement qu’il ne s’agit pas d’un comité qui se bat ou qui lutte pour la démocratie, mais qui veut faire obstruction au processus de réformes initiée par le gouvernement d’Evo Morales. Donc le nœud gordien, si vous voulez, de cette crise actuelle que subit le gouvernement, c’est véritablement que, si on approuve une nouvelle constitution politique de l’État, on ira toucher forcément les intérêts de cette droite récalcitrante qu’il y a en Bolivie.

(DM) Bref, comme on le voit, cette droite a des intérêts à préserver et va prendre tous les moyens pour y arriver. Pouvez-vous maintenant revenir sur les événements importants qui se sont produits dans la dernière année?

(RP) Au mois de mai 2008, ils ont commencé à faire des référendums sur les autonomies. Le préfet Costas en a convoqué un pour le département de Santa Cruz. Un référendum qui en fait n’était pas légal parce qu’il n’a pas été approuvé ni convoqué par le sénat ni par la chambre des députés. Il est légitime par contre parce qu’il y a eu un vote massif d’une population des classes moyennes. Mais je crois que tous les secteurs ont voté pour les autonomies parce que l’autonomie c’est quelque chose qui est invoquée dans la nouvelle constitution politique de l’État en Bolivie. Alors il y a eu une contradiction parce que, d’un côté, la droite revendique une autonomie pour elle et que, de l’autre, elle ne veut pas accepter les autonomies qui sont écrites dans la nouvelle charte du pays. Pourquoi? Ils ne veulent pas accepter cette charte ou ces autonomies-là parce que celle-ci invoque également la possibilité des autonomies autochtones, alors que la proposition de la droite est d’avoir une autonomie seulement départementale, où les préfets auraient tout le droit de gérer et même de dicter des lois. Alors le 4 mai a eu lieu le premier référendum non légal. Santa Cruz a gagné, disons, dans ce référendum. Mais comme suite à cet événement, étant donné qu’il y avait une contradiction majeure avec les mouvements sociaux, avec Evo Morales et son gouvernement, ils ont tout de même fait des pressions de façon conjointe avec les autres préfets de Beni, Pando et Tarija. Et il y a eu une succession après coup de référendums. Mais si on revient au mois de mai, non seulement ils ont gagné l’autonomie départementale mais le

gouvernement a offert à ce moment de discuter avec les préfets de l’opposition et leur a demandé d’essayer de voir comment on pouvait introduire cette revendication des autonomies régionales à la nouvelle charte. Ils ont refusé.

Au même moment, il y a toute la situation qui éclate à Sucre concernant la question de la capitale parce que Sucre est la capitale légale, mais que le siège du gouvernement est à La Paz. Ils ont utilisé une revendication historique pour qu’éclatent encore une fois des manifestations massives à l’encontre d’Evo Morales. Le 25 mai, Evo Morales devait aller y célébrer, comme c’est la tradition, mais ils se sont opposés à la venue du président. Ils ont fait obstruction, ils ont fait fuir la police, ils ont agressé les autochtones, les ont humiliés publiquement, les ont déshabillés, c’était terrible. Il y a d’ailleurs une vidéo qui circule maintenant sur YouTube qui s’appelle humilados y ofendidos, un documentaire qui a été fait par un artiste argentinobolivien qui habite là-bas, qui est directeur de théâtre. C’était affreux. Quand on voit ces images, ça nous rappelle la période des années 1930, à l’époque des Nazis quand on allait chercher les juifs pour les humilier publiquement. Ce sont des événements racistes assez préoccupants. Et donc Sucre reste avec cette image de racisme farouche.

Le mois de mai, c’était ça. Au mois de juin, il y a eu d’autres événements à Tarija et ailleurs. C’était assez difficile. Pendant cette période, une des tactiques de la droite était d’essayer de bloquer l’approbation de la nouvelle constitution politique de l’État. Et depuis que l’on a rédigé le texte, il y a un blocage systématique. Ils ont donc trouvé toutes sortes de prétextes disons pour ne pas approuver cette constitution. Mais Evo Morales avait présenté à la fin 2007 une demande aux deux chambres pour pouvoir faire un référendum dit révocatoire. Il disait : “bon, comme vous faites obstruction à mon gouvernement, allons voir si la population m’appuie ou non. Si elle ne m’appuie pas, je m’en vais”. Au départ, la droite bloque. Mais curieusement, après les événements de Sucre, soudainement, on ne sait pas pourquoi, la droite, d’un coup - parce que le projet était bloqué au sénat, la droite y étant en majorité (17 sénateurs sur 21) - approuve finalement sans une seule correction, aucun amendement, le référendum révocatoire. On aboutit ainsi au 10 août, la date à laquelle les BoliviennEs sont allés aux urnes. Evo Morales a été confirmé dans son poste de président avec 67,8 %, un résultat sans équivoque. Il a donc été confirmé, mais les réformes également puisque la question stipulait : « Êtes-vous d’accord avec Evo Morales et son gouvernement ET les réformes qu’il est en train de mettre en œuvre? » Ce qui veut aussi dire que, non seulement le mouvement autochtone a voté pour Morales, mais aussi une certaine classe moyenne.

(DM) Cependant, là où il y a un problème, c’est qu’au même moment on confirmait chacun des gouverneurs dans leur poste et les gouverneurs qui s’opposent à Evo Morales ont été reconduits en majorité dans leur fonction. On se retrouvait donc sensiblement dans la même situation.

(RP) Je ne dirais pas la même situation. Quand on fait l’analyse

de ça, je crois que ce que la population a exprimé, c'est un vote dual, non pas contradictoire mais à deux volets si l'on veut. On approuve d'un coup le gouvernement Morales et en même temps ses préfets. Pas dans tous les départements, il faut le dire, parce qu'à Cochabamba un des gouverneurs opposés à Morales a été battu, à La Paz également. L'opposition s'est réduite à Tarija où le préfet a été reconduit avec à peine plus de 50% des voix. À Santa Cruz, Costas a reçu un appui massif mais il y a un 40% de son département qui appuie les réformes. Donc Costas, contrairement à ce que la droite disait par rapport à une région homogène, autonomiste, contre l'Indien comme ils disaient - on a en fait déployé un langage très récalcitrant à l'égard du gouvernement et surtout à l'égard des autochtones, très raciste même. On disait Indio macaco, indien macaque qu'on lui disait dans les discours publics. Donc, contrairement à ce qu'ils affirmaient sur une région homogène, blanche et belle, puisqu'on disait qu'on était beau et non laid comme les Indiens des hauts plateaux, il y a en fait un 40% dans cette région qui appuie Evo Morales. Et chose aussi qui était incroyable c'est la région du Pando au nord du pays, le préfet Fernandez étant approuvé par quelques voix seulement. Donc on a vu également qu'il y a une sorte de dichotomie dans ces discours qu'ils ont voulu faire passer par rapport à une homogénéité politique et la réalité sur le terrain. Il y a des gens qui appuient Evo Morales dans ces régions.

La lecture que l'on peut en faire est que ce vote est un signal envoyé aux diverses parties pour qu'elles s'assoient pour parler, pour lancer un dialogue pour que ces réformes aboutissent à quelque chose. Je crois que les préfets de la région est du pays n'ont pas bien interprété ces résultats. Ils n'ont pas du tout lu le désir de la population bolivienne.

(DM) Ceux-ci semblent avoir entrepris depuis une radicalisation de leur discours et de leurs actions. On le voit, il y a une déstabilisation qui est en cours. Il y a eu plusieurs événements assez graves dans les deux derniers mois dans l'est du pays.

(RP) Exact. Parce qu'après le référendum on se demandait ce qu'ils trouveraient comme prétexte maintenant. La réponse est venue rapidement, soit une semaine après. Depuis la nationalisation par le gouvernement des hydrocarbures, il faut dire que les préfectures reçoivent beaucoup plus d'argent. Par exemple, Tarija recevait pendant l'ancien régime 123 millions de dollars et, depuis les réformes, elle reçoit 240 millions, si je ne me trompe pas. On a créé un impôt qui s'appelle l'impôt direct sur les hydrocarbures (IDH) et c'est par cet impôt qu'Evo Morales a pu créer deux programmes : le programme d'aide aux enfants d'âge scolaire et le bonus pour les personnes du troisième âge qui n'avaient jusqu'ici aucun revenu. L'argent pour ces programmes pris à même les impôts sur les hydrocarbures a été le prétexte de la droite pour que surgissent leurs nouvelles revendications. A mort, qu'ils disaient! Contre le gouvernement central, contre le gouvernement des indios arriérés, etc. Ce fut le prétexte qui a déclenché une vague de protestation qui est allée en crescendo. Ce fut, entre autres,



LA PRÉFECTURE DE SUCRE, SITUÉE SUR UN CÔTÉ DE LA PLACE; SUR LE FRONTON, ON PEUT LIRE : LA UNION ES LA FUERZA (DEVISE DE LA BOLIVIE)... LE CONTRASTE EST ASSEZ SAISIS-SANT, QUAND ON PENSE À CE QUI S'EST DÉROULÉ SUR CETTE MÊME PLACE À QUELQUES JOURS D'INTERVALLE. PHOTO : ARNAUD DEHARTE

la prise des institutions de l'État, dont l'entreprise nationale de télécommunications. Une prise violente dont on calcule les pertes en millions de dollars. Août a été le pire mois, le déclenchement le 15 août pour culminer le 11 septembre avec un massacre d'autochtones à Pando par un groupe commandé par la préfecture. Ils ont littéralement chassé les autochtones comme des lapins. Maintenant, on sait qu'il y a 18 morts et 68 disparus. On ne sait pas si ces derniers sont morts, blessés ou réfugiés dans la jungle amazonienne. Il y a aussi 70 blessés et on compte des enfants parmi les morts.

(DM) En plus, ce qui est préoccupant, c'est que ces groupes s'en prennent aux paysans et aux autochtones semblent avoir une plus grande main libre maintenant et se détachent de la tutelle de leurs commanditaires.

(RP) Apparemment, oui. Selon les informations reçues, les rapports de presse - enfin de certains moyens de la presse, puisqu'il y a 70% des moyens médiatiques qui sont entre les mains de grands propriétaires terriens et qui possèdent des avoirs importants en Bolivie, des intérêts privés qui ont biaisé beaucoup les informations - des groupes récalcitrants à tendance fasciste comme la Phalange socialiste bolivienne, une branche formée un peu à la manière de la phalange espagnole, sont des groupes qui en fait ne voulaient même pas que le gouvernement négocie avec les préfets sur les événements de Pando du 11 septembre. La droite, elle, a du s'asseoir pour négocier avec le gouvernement. Pourquoi? Parce que le gouvernement a décrété un état de siège sectorisé dans la région de Pando. C'était assez difficile puisque quelques 600-700 personnes étaient payées pour perpétrer des actes de vandalisme, parmi lesquels on retrouve celles impliquées dans le massacre de paysans. Comme suite à cet événement, on a demandé également l'aide d'organismes internationaux comme l'OEA, les Nations unies et surtout l'UNASUR. Ces derniers se sont positionnés à l'encontre des positions de la droite bolivienne. C'était intéressant puisque au niveau régional il était important d'avoir un appui ferme pour la défense de la démocratie bolivienne. Ce fut un message très clair pour la droite qui n'a pas eu de tels appuis.

(DM) C'est ça, on voit que les voisins de la Bolivie se rangent derrière Morales et en même temps la droite semble avoir perdu ses appuis extérieurs, notamment les agents américains ou l'ambassadeur Philip Goldberg qui a été déclaré persona non grata au pays au début septembre. On pourrait parler de lui rapidement.

(RP) Justement, quand on parlait de ces événements violents d'août et septembre, le gouvernement a présenté quelques preuves. On ne sait pas exactement quels types de preuves. Il n'en reste pas moins que l'USAID donne énormément d'argent en Bolivie. Mais on ne sait pas exactement à qui va cet argent. Le gouvernement a passé une loi pour vérifier comment on utilise cet argent, mais c'est le seul organisme qui n'a pas voulu dévoiler où allait son argent. On sait de façon non officielle que cet argent est allé aider des groupes de soi-disant "aide à la démocratie". Toujours est-il qu'à travers ces événements violents en Bolivie, Evo Morales a décidé au début septembre d'expulser Goldberg. Il le met dehors et curieusement au même moment la droite commence à être un peu confuse. Est-ce parce qu'elle ne recevait plus d'argent directement? Qu'est-ce qui s'est passé? Je comprends encore très mal. Il n'en demeure pas moins qu'elle a été obligée d'assister aux négociations de Cochabamba. Ils ont négocié très fort et un moment donné quand le gouvernement a décrété l'arrestation des individus qui avaient participé dans la prise des institutions et surtout à Tarija où certains avaient participé à l'explosion d'un pipeline, après cette arrestation donc d'un des membres du comité civique de

Tarija les préfets se sont élevés et se sont retirés de la table de négociations où l'on discutait des réformes et notamment de la manière d'intégrer la notion d'autonomie départementale dans la nouvelle constitution. Mais pour terminer la question de Goldberg, il faut dire qu'il a travaillé auparavant comme ambassadeur au Kosovo et en Bosnie...

(DM) ...et est reconnu comme un expert avec une longue feuille de route dans la déstabilisation.

(RP) Effectivement, en Bolivie on disait qu'il avait déployé les mêmes tactiques et stratégies que dans les Balkans. Donc, justement, la demande d'autonomie venue de cette région s'est confirmée comme sécessionniste, c'est-à-dire de division du pays et non pas une demande de décentralisation de l'État, comme le proposent les autochtones et les mouvements sociaux.

(DM) Finalement, il y avait un sentiment de déjà-vu qui inspirait quelques craintes.

(RP) De mon point de vue, la droite n'a pas actuellement de projet national parce qu'elle a perdu toute sa crédibilité aux yeux de la population. La preuve, la défaite aux élections de 2005 et celle du 10 août dernier. Ils ont un projet régional dont l'unique but est la défense de leurs propres intérêts économiques. En ce moment, ils sont en train de négocier quelques points concernant la constitution. Je trouve un peu navrant que le gouvernement ait accepté de négocier des points qui vont au-delà de ce qui avait été négocié précédemment lors des rencontres sous la supervision d'observateurs internationaux.

(DM) Bref, tout est une question de rapport de force sur le terrain. Morales semble avoir le dessus en ce moment. Pour conclure, qu'est-ce qui s'en vient et qui est à surveiller prochainement?

(RP) C'est un paradoxe mon pays, vous savez. Parfois, on entre dans un climat très violent et, soudain, on entre dans une sorte d'accalmie. Il n'en reste pas moins qu'au niveau politique il serait dommage que les revendications des peuples autochtones et des mouvements sociaux soient compromises. Je crois que la minorité qu'est la droite a en quelque sorte fixé l'agenda politique et c'est un peu dommage. Le gouvernement s'est repris un peu trop tard. J'espère qu'Evo Morales va pouvoir gouverner désormais et qu'il appliquera la loi puisqu'il a la légitimité pour le faire. Ce qui se passera, nul ne le sait. Il reste à voir si la droite au sénat va approuver la tenue d'un référendum sur la nouvelle constitution alors qu'il sera clairement demandé à la population de dire si oui ou non elle accepte cette nouvelle charte. La droite a déjà manifesté son opposition, donc ça reste à voir ♦

BOLIVIE : LE RÔLE DES MÉDIAS ET LES DROITS CIVILS

PAR MATHIEU SIMARD

MATHIEU SIMARD A MENÉ PLUSIEURS PROJETS DE SANTÉ INTERNATIONALE ET DE DROITS HUMAINS, TOUT D'ABORD AVEC CARREFOUR CANADIEN INTERNATIONAL AU BURKINA FASO PUIS PAR LA SUITE LORS DE PROJETS MONTÉS DIRECTEMENT AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX SUR LE TERRAIN (PÉROU, BOLIVIE, ESPAGNE, ETC). IL EST ÉGALEMENT FORMATEUR EN DROITS HUMAINS ET A ENTRE AUTRES PARTICIPÉ À LA MISE SUR PIED DE FORMATIONS DÉDIÉES SPÉCIFIQUEMENT À LA SITUATION DES AUTOCHTONES AU QUÉBEC ET AU CANADA.



FAMILLE AUTOCHTONE HABITANT SUCRE. PHOTO : ARNAUD DEHARTE

La Bolivie est un pays de contrastes marqués. Des montagnes aux cimes enneigées jusqu'aux chaleurs torrides de la jungle amazonienne, des grands fleuves sauvages aux déserts de sel. Cette terre des extrêmes l'est jusque dans la population qui la compose.

D'un côté, une minorité blanche (15% de la population¹) possédant la majorité des entreprises et des terres concentre non seulement le pouvoir économique mais, historiquement, également le pouvoir politique. De l'autre côté, une vaste majorité de la population d'origine autochtone vit dans la pauvreté et, traditionnellement, n'était pas, jusqu'à tout dernièrement, représentée par la classe politique.

Cependant, nous assistons maintenant à un moment historique dans l'histoire de la Bolivie, où la majorité autochtone a élu l'un des siens à la présidence du pays. C'est également une première mondiale, étant le premier et unique gouvernement autochtone au monde.

Ceci a suscité la création d'un nouvel équilibre des forces à l'intérieur du pays. De tout temps conflictuelles, les relations entre

la minorité et la majorité prennent désormais une nouvelle tournure. Nous observons un gouvernement déterminé à répartir les richesses du pays, mais sans expérience préalable de gouvernance, et un groupe de possédants qui ne désirent pas perdre leurs acquis. S'ensuit donc un conflit d'intérêts divergents.

Un conflit parfois larvé et parfois ouvert, telles les périodes de violences qui ont surgit en mai et en septembre 2008, lors desquels des citoyens autochtones ont été humiliés publiquement et agressés physiquement dans les départements de Santa Cruz, Pando, Beni, Tarija et Chuquisaca, que l'on peut considérer comme les bastions des Comités civiques. Les Comités civiques sont des organisations de droite soutenues par les grands propriétaires et par certaines élites politiques en place dans les zones à majorité non-autochtone. Ces actes se sont produits ouvertement et ont été largement diffusés dans plusieurs grands médias du pays. Encore plus inquiétant, des médias ont diffusé des informations à caractère discriminatoire avant, pendant et suite à ces événements. Par exemple², les journaux ont défini les groupes s'affrontant comme : 'universitaires contre paysans', 'paysans contre citoyens', 'jeunes contre paysans', excluant du fait même que les paysans puissent également être citoyens, jeunes ou universitaires. Cette couverture médiatique est-elle seulement représentative de l'opinion d'une partie de la population ou cherche-t-elle à influencer les lecteurs?

C'est là toute la problématique d'une question centrale en communication; à savoir la place des médias dans la société, entre la représentation de la réalité et le rôle des médias en tant qu'acteurs sociaux suscitant eux-mêmes des changements (positifs ou négatifs). Sans compter qu'ils ont cette particularité de constituer eux-mêmes un espace public.

Dans le cas qui nous intéresse, il semble que la distorsion de la réalité et les attitudes racistes véhiculées dans certains grands médias boliviens aient eu pour source de divulguer les opinions non de la population, mais bien de la minorité qui possèdent une grande proportion de ces

médias. Elle paraît aussi avoir eu pour effet de susciter et d'encourager l'utilisation de la violence contre une catégorie spécifique de citoyens. Ces grands médias boliviens ont donc présenté une vision tronquée de la situation, se retrouvant par le fait même des acteurs sociaux, dans ce cas-ci avec un impact négatif important.

Ce contrôle des médias pour faire de la propagande haineuse n'est en soi pas nouvelle. Il ne faut pas négliger l'impact que peuvent avoir les médias sur l'opinion publique. Les médias ont toujours influencé les destinées

...il importe de diversifier ses sources d'information, en essayant d'accéder à des médias présentant une version différente des faits et des opinions diversifiées...

politiques d'une nation, exprimant soit la volonté du peuple soit étant sous le contrôle d'institutions politiques ou économiques.

Le danger ultime survient lorsque ces médias sont utilisés à des fins violentes ou discriminatoires, et encore davantage lorsqu'il y a une concentration des médias très grande dans les mains d'un tout petit groupe d'individus. Il reste alors peu de sources d'information complémentaires qui peuvent permettre aux citoyens d'établir une vision équilibrée de la situation. Les risques de débordement se voient alors multipliés. Un terrible exemple est l'instrumentalisation de la Radio-Télévision Libre des Mille Collines par les milices Interahamwe lors du génocide rwandais, qui faisaient l'apologie de la violence contre l'ethnie Tutsi. Cette station de radio a incité la population Hutu à procéder à des tueries contre les Tutsi. Trois représentants exécutifs de ce média se sont d'ailleurs vus accusés de crime de guerre et génocide en décembre 2003 devant le Tribunal pénal international sur le Rwanda³.

Nous ne pouvons évidemment pas comparer le niveau d'intensité de ces deux crises fort différentes, mais des causes

communes à cette problématique des médias peuvent toutefois être identifiées. Les causes sont donc de l'ordre de la concentration des médias et de la proportion de la couverture médiatique totale, de la laxité des législations en place au regard de la propagande raciste et haineuse, du manque occasionnel d'éthique journalistique et de la distorsion des faits, et surtout en raison de l'instrumentalisation des outils de communication à des fins politiques.

Les impacts se présentent au niveau des attitudes de la population, au regard des gestes posés, à l'impact politique obtenu,

ainsi qu'à la difficulté pour les groupes marginalisés de faire entendre et défendre leurs opinions sur la place publique.

Mais quelles peuvent donc être les solutions à cette problématique d'importance? Nous pouvons en suggérer de quelques ordres. Premièrement, il importe de diversifier ses sources d'information, en essayant d'accéder à des médias présentant une version différente des faits et des opinions diversifiées. Cela signifie également d'explorer divers médiums afin d'avoir accès à ce type d'information. Par exemple, ne pas se contenter de la télévision mais accéder à la presse écrite, à l'Internet, aux radios locales et internationales, etc. D'où évidemment la problématique commune aux pays sous-favorisés : l'accès limité aux technologies de l'information. La société civile, en s'organisant et en obtenant à tout le moins un accès partiel à ces sources d'information peut par la suite assumer le rôle de catalyseur et de diffuseur des informations obtenues.

Également, la question de l'éthique journalistique est fondamentale. En effet, si les médias peuvent parfois avoir un impact négatif lorsque mal utilisés,

un travail d'information et de publication bien réalisé peut renforcer le fonctionnement démocratique de la société. S'il est réalisé conformément à cette éthique, il permet à la population de jouir du droit d'accès à l'information. Pour la Bolivie, une source d'information pouvant soutenir les journalistes dans leur recherches d'informations crédibles afin qu'ils puissent bien réaliser leur travail est le site Internet www.bancotematico.org ainsi que les bourses d'investigation en journalisme (nationale ou internationale). De plus, peut-être pourrait-on améliorer les formations destinées aux journalistes, de même que favoriser davantage les échanges entre journalistes de professionnels de l'information de divers pays et horizons.

Ensuite, il faut également examiner la question de la concentration des médias. Si la possession des médiums de communication se retrouve concentrée dans les mains d'un groupe restreint d'individus, à plus forte raison s'il existe une collusion entre ces intérêts, nous assistons à une concentration des sources d'information et à entendre un message unique ou peu diversifié.

On peut également accéder à un monde de l'information caractérisé par une dichotomie entre deux groupes partisans opposés, telle ce que l'on peut voir dans les analyses de la Fondation UNIR Bolivia sur la couverture du thème de la terre⁴, ou l'on voit que les opinions émises varient en fonction des régions. Les journaux de l'Est du pays qualifient de manière négative aux 'sans terre', et les journaux de l'Ouest du pays qualifient de manière négative aux propriétaires terriens. Il est également intéressant de voir, au niveau des sources de l'information publiées, la presque totale mainmise de l'une ou l'autre des sources (propriétaires et partis politiques), ce qui laisse fort peu d'espace aux autres représentants de la société civile. Il se révèle donc impératif que cette dernière s'approprie davantage les médias de communication et les tribunes publiques. Ce peut être en effectuant des pressions pour avoir accès aux grands médias, par exemple par des sorties publiques, par des pressions économiques (en arrêtant d'acheter les médias trop partiels), en développant de nouveaux médias indépendants, etc.

Ce qui nous amène à l'importance de l'indépendance des médias. Il est certain que la personne ou le groupe possédant le média choisit d'engager un certain profil de personnes comme employées. Cependant, au-delà de cette période initiale, nous assistons aussi à une mise sous censure de nombre de sujets, réduisant ainsi l'indépendance des journalistes et éditorialistes, qui ne peuvent alors plus effectuer un travail indépendant des opinions politiques de leur employeur.

La solution à ce problème peut se trouver dans l'établissement de médias indépendants. Il peut aussi s'effectuer grâce à un organisme effectuant la surveillance des médias de façon indépendante, dans le cas de la Bolivie par exemple c'est en partie à travers de l'Observatoire national des médias (Observatorio Nacional de Medios, ONADEM) que s'effectue cette tâche. Il faut aussi lutter contre le recours à une ligne éditoriale rigide et

concertée. Par exemple, selon l'une des études de ONADEM portant sur le contenu de divers journaux de septembre 2006 à mars 2007 on détermine qu'il y a eu une coordination entre 11 des 15 journaux étudiés afin de partager des éditoriaux à un moment ou l'autre⁵.

Finalement, l'importance de compter sur une législation interne qui interdit formellement la haine et la propagande haineuse et qui soit dotée des mécanismes d'application juridiques afin de la faire respecter. Idéalement, le pays doit également avoir ratifié les pactes et conventions internationales qui touchent à ce sujet, tel la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La législation interne se doit d'être en concordance avec ces traités internationaux.

En terminant, nous voyons ici la dualité intrinsèque des médias. Instruments puissants, pouvant servir à la fois le meilleur et le pire des intérêts de ce monde. Outils risqués dans le contexte Bolivien actuel, de par la distorsion qu'ils amènent en majorité et du fait de leur instrumentalisation politique. Nécessité également pour la société civile Bolivienne et les groupes marginalisés de s'approprier ces moyens de communication et d'en développer de nouveaux afin de faire résonner leur voix.

Les solutions seront multiples et ne viendront pas seulement des pistes lancées ici, mais surtout d'une créativité et d'une liberté citoyenne qui s'exprimera de par les bouches de ceux qui sont au cœur de ce pays de contraste...♦

1) CIA World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> 16 mai 2008.

2) Vania Sandoval Arenas, *Violencia en Sucre y diarios : ¿Quiénes fueron los protagonistas de la noticias?*, Coordinadora General del Observatorio Nacional de Medios, 2008.

3) Binaifer Nowrojee, *A lost opportunity for justice: why did the ICTR not prosecute gender propaganda?*, Doc. 36, *The Media and the Rwanda Genocide*, edited by Allan Thompson, Pluto press/ Fountain publishers/ IDRC 2007, 480 p.

4) *Monitoreo de coberturas informativas y editoriales*/ noviembre 2006, Foundation UNIR Bolivia, <http://www.unirbolivia.org/content/view/75/102/>

5) *Líneas de opinión en torno del proceso constituyente*/ abril 2007, Foundation UNIR Bolivia, <http://www.unirbolivia.org/content/view/75/102/>

HAINE DE L'AUTOCHTONE ET DU PAYSAN À SUCRE, EN BOLIVIE

LE 24 MAI 2008, LA VILLE DE SUCRE, EN BOLIVIE, FUT LE THÉÂTRE D'UNE SÉRIE D'ÉVÉNEMENTS ODIEUX, RÉPRÉHENSIBLES AU PLUS HAUT POINT. CEUX-CI LAISSÈRENT PERPLEXES BON NOMBRE DE GENS À TRAVERS LE MONDE, INQUIETS DE VOIR LA CAPITALE CONSTITUTIONNELLE BOLIVIENNE PRENDRE L'ALLURE D'UNE CITÉ MÉDIÉVALE OÙ S'EXERCENT AISÉMENT LA HAINE ET LA VIOLENCE ET OÙ DES EXACTIONS SONT COMMISES SANS AUCUNE RÉACTION POPULAIRE NI INTERVENTION PUBLIQUE VISANT À EMPÊCHER OU ARRÊTER DE TELS ACTES.

PAR ARNAUD DEHARTE

MILITANT DES DROITS HUMAINS ET DIPLÔMÉ EN COMMUNICATION. IL A TRAVAILLÉ AU SEIN D'ORGANISATIONS TELLES QU'AMNESTY INTERNATIONAL-FRANCE ET LA COORDINATION FRANÇAISE POUR LA DÉCENNIE DE LA NON-VIOLENCE ET DE LA PAIX.

La ville de Sucre fut en effet le théâtre d'une humiliation organisée, touchant directement les autochtones ("indigenas" en Bolivie) et les paysans, ou "campesinos", également autochtones dans une large mesure, les deux termes étant d'ailleurs très voisins en Bolivie et presque synonymes.

RÉTROSPECTIVE DES ÉVÉNEMENTS DU 24 MAI 2008

Après avoir fait évacuer les forces de l'ordre, sous la pression d'une bande de jeunes exaltés, soutenus, entre autres, par le recteur de l'Université local et la candidate à l'investiture préfectorale, Sucre semblait dans le chaos et tombait entre les mains d'une horde de barbares, principalement composée d'universitaires. Dès lors, des autochtones étaient agressés les uns après les autres dans différents coins de la ville, pour être ensuite traînés littéralement jusqu'au cœur de celle-ci, la place 25 de Mayo. Non seulement ces personnes furent forcées de suivre le groupe jusqu'à cet endroit symbolique de la ville, mais elles furent aussi insultées, violentées, exhortées à embrasser le drapeau de la capitale constitutionnelle, à déclamer leur amour pour cette dernière et réclamer qu'elle redevienne une "capitale pleine", tel que le souhaite une grande partie des habitants de la ville.

La suite des événements n'en fut pas moins violente : les victimes, supposées être "MASistas" – c'est-à-dire des personnes appuyant le gouvernement du pays et son parti, le MAS (Movimiento al Socialismo – Mouvement vers le socialisme) d'Evo Morales, furent mises à genoux, en file, torses nus, de nouveau insultées et de nouveau appelées à déclamer leur amour pour la ville, au milieu d'un public complice se complaisant nettement de cette humiliation, apparemment bien heureux d'avoir fait le déplacement pour cette occasion, démonstration de haine envers l'autochtone et le paysan bolivien. Pour couronner le tout, on força plusieurs d'entre eux à brûler le drapeau aymara ou "drapeau des nations", ce même drapeau qui avait fait le tour des médias lorsque Evo Morales est devenu le premier président autochtone de la planète.



VIEILLE FEMME HABITANT SUCRE. PHOTO : ARNAUD DEHARTE

UNE CRISE POLITIQUE SANS PRÉCÉDENT

Mais pourquoi ces gens s'en sont-ils pris à des autochtones et des paysans? Et comment cela a-t-il pu se passer sans que personne n'intervienne? Enfin, comment peut-on en arriver à démontrer autant de haine, qui plus est le jour de la fête célébrant la province de Chuquisaca? Pour tenter de comprendre ce qui s'est passé le 24 mai à Sucre, il est important de saisir que ces tristes faits s'inscrivent dans le cadre d'une crise politique nationale, qui s'est intensifiée ces derniers mois dans toute la Bolivie.

Ce qui est certain, c'est que le président Morales ne fait pas l'unanimité ici. Il est constamment critiqué par les médias locaux et par une bonne partie de la population de Sucre. Or Evo Morales est avant tout le représentant des peuples autochtones, il incarne le changement social que désirent les couches les plus pauvres de la population, et s'appuie fortement sur ces dernières pour faire valoir ses choix et justifier ses décisions.

De ce fait, le processus de changement qu'il a enclenché semble s'adresser surtout aux autochtones et aux paysans, beaucoup moins aux autres secteurs de la population. C'est du moins ce qui est ressenti par un bon nombre de "Sucrenses" (habitants de Sucre) de classe moyenne. À en croire certains, le changement opéré par le gouvernement serait trop radical et servirait uniquement les intérêts de certains groupes, sans prendre en compte l'ensemble de la population dans ses calculs. Et c'est justement cette division qui constitue le nœud de la crise politique que traverse la Bolivie. Car l'unité du pays est tout sauf d'actualité.

Ceci dit, ce constat reste encore bien insuffisant pour expliquer cette odieuse vague de violences, dans une ville qui est d'ailleurs réputée pour sa tranquillité. Que l'envie et la jalousie prennent le dessus, ce n'est guère étonnant; car cela ne fait-il pas partie inhérente de l'être humain, dans ses plus bas retranchements? Mais de là à affirmer que tout autochtone de Sucre appuie le MAS ou en reçoit directement un bénéfice pécuniaire, ne nage-t-on pas en pleine hystérie collective?

UNE POPULATION STIGMATISÉE

Afin de réaliser un film documentaire sur les enfants de Sucre, je suis allé à la rencontre de ces familles autochtones et originaires de la campagne, qui ont migré de leur communauté d'origine vers la ville dans l'espoir de trouver du travail ou d'offrir un meilleur cadre d'apprentissage à leurs enfants. Si ces familles viennent s'installer dans la capitale constitutionnelle, c'est qu'elles ne possèdent rien à la campagne et n'ont d'autre choix que de travailler d'arrache-pied à la ville afin de disposer du minimum vital, de faire survivre leur famille, sans autre ambition que de voir leurs enfants s'élever vers un meilleur niveau de vie que le leur, grâce à l'éducation. Habitant des quartiers plus désolés les uns que les autres, ces foyers vivent dans une grande pauvreté et réussissent à peine à joindre les deux bouts.

Du fait de leur statut d'immigrés, nombre de ces personnes sont même plutôt victimes d'exploitation, puisque certaines travaillent jusqu'à quinze heures par jour, et ce, tous les jours de la semaine.

Aussi, il est déconcertant de constater que certaines personnes sont intimement convaincues que cette population reçoit un quelconque appui direct du gouvernement actuel. Ce qui caractérise cette population, au contraire, est bien l'absence de ressources. D'ailleurs, nombre de ces personnes n'ont pas de papiers d'identité. Elles sont donc plutôt dans une situation de faiblesse, plus souvent victimes de leur apparence que tirant profit de leurs origines. Celles-ci seraient davantage les premières victimes de discriminations, que ce soit du fait de leur statut d'immigrées, de leur identité autochtone ou paysanne, ou encore de l'héritage historique de la discrimination.

Les médias, privés, pour la plupart, servent à désinformer et à critiquer toute idée de changement, de la manière la moins constructive possible, parce qu'ils pensent qu'on tente de leur enlever le système qui leur a permis de se constituer d'immenses fortunes ...

À QUI LA FAUTE?

Alors, pourquoi leur en veut-on, au juste? On leur en veut d'incarner les ambitions du nouveau président, qui souhaite éradiquer la pauvreté; on leur en veut d'appartenir à cette classe de population que ce gouvernement promet d'aider et sur laquelle il s'appuie électoralement; on leur en veut donc de vouloir sortir de cette logique de discrimination qui les a touchés depuis trop longtemps.

Et que veut-on donc? On veut le statu quo? On veut revenir à l'« avant Evo »? Oui, on veut continuer à ne payer aucun impôt, à accueillir des entreprises étrangères qui tôt ou tard extorqueront toutes les ressources du pays. Mais surtout, on veut continuer à pouvoir considérer les indigènes et les paysans comme une caste inférieure de la société, prête à trimer afin de produire le plus de richesse possible, dont on puisse tirer tout le jus afin de s'octroyer ensuite la part du lion.

Mais à qui cela peut-il bien profiter? Aux étudiants qui les pourchassèrent ce 24 mai? Au public qui applaudit cette initiative sur la plaza 25 de mayo? Les personnes issues de la classe moyenne se sentent lésées et désirent améliorer leur sort, et ce sont surtout les médias qui les persuadent qu'elles sont lésées et s'acharnent à leur faire croire qu'elles sont les premières victimes de ce gouvernement. Mais en retournant

à une situation antérieure, où les indigènes seraient exploités à qui mieux-mieux, la classe moyenne ne serait sûrement pas plus bénéficiaire qu'avant de ces politiques ultralibérales dictées par l'élite économique.

UNE MANIPULATION GÉNÉRALISÉE

Qui sont alors les véritables gagnants du 24 mai ? Ceux qui exploitaient auparavant ces indigènes, ceux qui pactisaient avec les entreprises étrangères sans aucun intérêt pour leur pays, ceux qui s'en mettaient plein les poches durant la dictature, ceux qui étaient au pouvoir, ceux qui étaient corrompus afin de maintenir ce système en place, enfin tous ceux qui profitaient auparavant de près ou de loin à l'escroquerie générale de la Bolivie.

Que s'est-il donc passé, le 24 mai, pour que tout le monde oublie à qui profite ce genre d'événement ? Il s'est passé que ces opposants au changement et au gouvernement actuel ont travaillé dur depuis deux ans pour installer ce genre d'idées, cette haine de l'autochtone, du paysan et de l'immigrant. Leur meilleure arme ? Les médias, privés, pour la plupart, servent à désinformer et à critiquer toute idée de changement, de la manière la moins constructive possible, parce qu'ils pensent qu'on tente de leur enlever le système qui leur a permis de se constituer d'immenses fortunes, sur les têtes des BoliviennEs, pendant tant d'années.

Il est alors facile d'utiliser les indigènes pour réaliser de la propagande fasciste, installer la haine et diviser le pays, afin de reprendre les pouvoirs du pays et empêcher ce vent de changement. Afin aussi de se refaire une fortune sur le dos des mêmes: des autochtones, des paysans, de manière toute aussi évidente, des étudiants et de la classe moyenne ! Car ne soyons pas dupes : ces intérêts ne sont pas ceux des BoliviennEs et n'ont rien à voir avec ceux de la classe moyenne. Ils sont plutôt de l'ordre du profit individuel, de l'enrichissement personnel, aux dépens des autres... Et notamment de ceux qui se lèvent, ce 24 mai, avec la haine dans le regard, et qui se précipitèrent vers des autochtones et des paysans de différents quartiers pour les brutaliser sans retenue, leur proférer des insultes de la pire espèce et les humilier jusqu'au plus profond de leur être ♦

QUI PASSE À LA TÉLÉVISION GAGNE LES ÉLECTIONS?

PAR CHRYSTIAN ROY

ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ AVEC DES PERSONNES ADULTES. IL AGIT ICI À TITRE DE MILITANT POUR LES DROITS HUMAINS. IL A FAIT UN SÉJOUR DE 1 MOIS AU NICARAGUA COMME VOLONTAIRE AVEC LE CÉPEP ET DE 6 MOIS AU MEXIQUE EN 2008 AVEC LE COMITÉ POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE.

Si vous vous impliquez politiquement lors des campagnes électorales, vous remarquerez que le/a candidat/e et son équipe mettent beaucoup d'importance sur le contenu des journaux pour agir ou réagir. Bien qu'eux-mêmes soient lecteurs, la réalité populaire est tout autre. La télévision et la radio passent tandis que les journaux eux sont tangibles et permettent qu'on se place autour, qu'on les scrute à la loupe aisément et qu'on les analyse. La venue d'Internet, où on peut réécouter les émissions diffusées, changera sûrement la donne.

En Union européenne, parmi les consommateurs de médias, 97% regardent la télévision, 60% écoutent la radio et 46% lisent les journaux. Donc, entre les principaux types de médias, outre Internet, si on veut gagner les élections, c'est sur la télévision qu'il faut miser.

En Amérique latine, le pouvoir médiatique dans les mains surtout d'un seul type de média est tout aussi présent sinon plus. Dans les villes, la réalité m'a semblé la même. Les gens regardent davantage les nouvelles à la télévision. Par contre, chez les militants politiques, ce que j'ai remarqué chez des sandinistes au Nicaragua et des partisans du Parti de la révolution démocratique (PRD) et du Parti du travail (PT) au Mexique, ils fixent également leur attention sur les journaux.

Une exception, notamment dans les régions où vivent les autochtones, la concentration du type de média est portée à son comble. Par exemple, dans le hameau de Condor Iquiña dans l'Altiplano bolivien, tel que le relève Le journal diplomatique², aucune presse écrite s'y échoit. Ils ne captent que les « très manipulés » Radio Panamericana et Radio Fides.

Il y a d'une part la concentration de la presse mais d'un autre côté celle du type de média que les gens captent ou préfèrent. Pour l'instant, il y a presque 100% plus de chance d'être entendu par les téléspectateurs que les auditeurs et les lecteurs. Avis aux politiciens ♦

LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DES ÉVÉNEMENTS

PAR CHRYSTIAN ROY

ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ AVEC DES PERSONNES ADULTES. IL AGIT ICI À TITRE DE MILITANT POUR LES DROITS HUMAINS. IL A FAIT UN SÉJOUR DE 1 MOIS AU NICARAGUA COMME VOLONTAIRE AVEC LE CÉGEP ET DE 6 MOIS AU MEXIQUE EN 2008 AVEC LE COMITÉ POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE.

Vous croyez que la couverture médiatique des événements ne diffère pas beaucoup d'un journal à l'autre? Détrompez-vous! On omet de parler d'une information, on la place à la une pour la mettre bien en évidence ou à la fin du journal. On peut aussi la « dissimuler » à l'intérieur d'un autre article traitant d'un sujet tout aussi différent. Dans ce dernier cas, c'est la touche finale du journal : les gros titres.

LES GROS TITRES AUX GROS JOUEURS

La plupart du temps, ce n'est pas l'auteur de l'opinion ou de la lettre, ni le journaliste de l'article, qui choisit les titres. C'est plutôt un employé à part qui y est attitré. De cette façon, le journal exprime aussi son orientation politique et idéologique. D'ailleurs, il n'est souvent pas rare de retrouver un titre qui est en contradiction avec l'opinion d'un texte.

Aussi anodin que cela puisse paraître, ce « titreur » a un grand pouvoir car la majorité des lecteurs ne lisent que les titres. C'est ce qu'en conclut une étude sur le comportement des lecteurs de journaux par l'Office for newspaper design¹. L'enregistrement des regards des lecteurs sur la une nous révèle que 83% des lecteurs ont lu le titre en gros, 43% ont regardé la photo et seul 13% ont lu l'article en entier.

EXERCICE AU MEXIQUE

L'exercice ci-dessous nous donne un aperçu du jeu que les médias se donnent sur le traitement des événements. Pour faciliter la tâche, il n'y a que les gros titres qui ont été utilisés ici. Le focus a été mis sur la une. Tout à fait par hasard, je suis tombé sur trois éditions de journaux de la capitale mexicaine. Tous sont datés du dimanche le 5 octobre 2008 : L'Excelsior, Reforma et La Jornada.

L'EXCÉLSIOR OU LA PHOBIE DU NARCOTRAFFIC

Voici les trois principaux titres de l'Excelsior :

- 1) *La crise d'insécurité (le crime organisé) : l'assassinat de dix personnes à Tijuana;*
- 2) *Ils tuent le maire (connu comme « priiste »²) de Ixtapan de la Sal;*
- 3) *Au Mexique, il y a une « narconation » (entrevue avec l'auteur Carlos Fuentes).*

On se centre donc sur le narcotrafic et l'insécurité intérieure. Tandis que les autres journaux consultés traitent du sujet « 1 » qu'en page cinq et six. Toutefois, Reforma remplace un article de la une (le numéro 3) d'Excelsior par un autre texte qui vise le même sujet : « Un cartel offre des millions pour capturer ses rivaux », un titre qui donne une touche un peu western et humoristique. Seul La Jornada, reconnu idéologiquement à gauche, se tait sur le crime organisé à sa une. D'autre part, elle ne fait allusion au maire tué que vers la fin de son édition.

LA JORNADA ET LE POUVOIR

La Jornada consacre, quant à lui, sa première comme suit :

- 4) *Le projet de remplacement des enseignants du gouvernement de l'état du Morelos (suite à la mobilisation) : un leurre;*
- 5) *La crise financière : la dette des États-Unis croîtra;*
- 6) *Des policiers tuent 6 paysans durant les expulsions au Chiapas.*

L'accent est tout autre. On susurre que les différents pouvoirs sont dans l'erreur : le gouvernement de Morelos, les policiers au Chiapas et l'économie supposément exemplaire des États-Unis.

Bien que l'on parle de la crise financière dans les autres journaux, ils ne se retrouvent pas dans le premier cahier mais bien dans un dossier nommé « nouvelles internationales » dans Reforma et, dans l'Excelsior, un trou de mémoire complet. L'information sur les six paysans tués par les policiers au Chiapas se retrouve dans les deux autres médias mais n'apparaît qu'à la page dix-neuf sur vingt-deux chez l'un et à l'avant-dernière page chez l'autre. Tandis que le thème de la mobilisation des enseignants de Morelos, bien qu'on le soulève dans la une de la Reforma, il semble que, pour l'Excelsior, elle n'existe pas ou n'a déjà plus de suite.

REGARDE PAR-LÀ!

Il est alors clair qu'à tribord on essaie d'attirer l'attention sur le narcotrafic et qu'à bâbord, on tire sur les pouvoirs en place. Dans les deux cas, on comprend l'importance de diversifier nos sources d'information, ne serait-ce que pour saisir les enjeux et vers où on veut qu'on regarde... pendant qu'une caravane passe derrière.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES³

La Jornada est la propriété de Demos (Desarrollo de Medios S.A. de C.V.). Le tirage est de 50 000 exemplaires. La publicité compte pour environ 14% de son édition, le reste est dédié au contenu.

L'Excelsior appartient à Grupo Imagen-Olegario Vasquez Raña, qui est aussi propriétaire de canaux de télévision (tel Cadena Tres) et de radio. Le tirage est de 25 000 exemplaires. Environ 35% de son contenu c'est de la publicité.

Le Reforma est au Grupo Reforma. Le tirage est à 155 000 exemplaires et environ 42% de son contenu est de la publicité ♦

1) Küpper, Norbert. Enregistrement du regard : Études sur le comportement des lecteurs de journaux. Office for Newspaper design, Allemagne, 1990, (www.editorial-design.com).
2) Priiste : du Parti révolutionnaire institutionnel.
3) Université du Québec à Montréal. Notes de cour. À la découverte des médias [hispanophones]. Montréal, Québec. Automne 2008.

Calavera petrolera

La muerte se pavoneaba
mientras feliz comprobaba
que sus aliados panistas
al País lo devastaban.

Por todo México lindo
se veía la destrucción,
muertes, pobreza, ignominias
y latente corrupción,
los gobiernos emanados
de la derecha fascista
no paraban de estropear
lo que tenían a la vista,
"ahora le toca al Petróleo,
lo tenemos en la lista",

La flaca que es traicionera
se dejó maravillar,
y estos panistas feroces
la quisieron engañar,
le salieron con el cuento
que esto nos iba a ayudar,
que si la inversión privada,
que si la crisis mundial,
pero ella muy informada
les respondió sin chistar:

ya déjense de jaladas,
esto no puede pasar,
Pemex seguirá existiendo
y de México será,
mientras tanto mis panistas,
ustedes disculparán
pero me los llevo a tod@s,
no se vayan a enojar
ya han hecho muchas maldades
y el País no aguanta más.

Se fue la muerte contenta,
y a México dejó en paz
se llevaba entre sus huesos
a esta gente tan voraz,
diputados, senadores,
el Espurio y otros más,
y su mentada reforma
no pudo nunca avanzar.

ENRIQUE RIVERA

MEMBRE DU FRENTÉ AMPLIO OPOSITOR
A LA MINERÍA SAN XAVIER (FAO)
AU MEXIQUE, RÉFUGIÉ AU CANADA

TARIFICACION AU GRÉ DU VENT

PAR CHRYSTIAN ROY

De prime abord, on aurait cru que les médias offrent des avantages aux partis de la même idéologie politique. Oui, mais pas toujours. L'exemple ci-dessous nous en démontre l'exemple.

Grâce à la loi d'accès à l'information, la journaliste de la revue mexicaine *Proceso*, María Scherer Ibarra, a relevé une tarification publicitaire dans les médias différente selon l'idéologie du parti politique.

En effet, par exemple, le 14 juin 2003, *Televisión Azteca* a chargé environ 3000\$ canadiens de plus au Partido Fuerza Ciudadana (PFC) qu'au Partido del Trabajo (PT), et ce, durant la même émission de soccer. Seuls cinq minutes différaient.

Aussi, à la même chaîne de télévision et à la même élection, elle a tarifé environ 4750\$ canadien de plus au Partido de la Revolución Democrata (PRD), parti social démocrate, qu'au Partido Revolucionario Institucional (PRI), parti plus à droite, et ce, durant la même émission mais uniquement à trois minutes de différence.

Depuis cet article de la revue *Proceso*, on aurait pu croire à une latitude de tarification moins évidente. Mais non, selon la revue mexicaine *Nexos*¹, en janvier 2006, le parti de López Obrador (PRD) a payé un tarif 41 fois plus bas que le catalogue des prix à *Televisión Azteca*.

Comme quoi il n'y a pas seulement certains politiciens qui changent de costume au gré du vent politique en force, les médias semblent aussi très sensibles aux prévisions de la météo. Toutefois, comme la météorologie, parfois elle fait de mauvaises prévisions. Cette fois-là, le parti politique qui semblait être dans le vent n'a pas été élu.

Les médias ont des tendances politiques, qui souvent les serviront, mais l'exemple ci-haut semble nous dire que nous sommes avant tout devant des entreprises où l'appât du gain, l'économie, va fréquemment prévaloir sur le politique ♦

1) *Nexos*, numéro 339, Mexique, mars 2006.

HAÏTI, VIOLENCE ET MÉDIAS

FAUT-IL ANALYSER LA VIOLENCE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ET LES BIDONVILLES COMME DE L'INFORMATION JOURNALISTIQUE?

PAR ILIONOR LOUIS

DOCTORANT EN SOCIOLOGIE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. AUTEUR DE PLUSIEURS ARTICLES DANS DES JOURNAUX HAÏTIENS SUR LA VIOLENCE DANS LES BIDONVILLES DE PORT-AU-PRINCE ET SUR L'APPLICATION DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES EN HAÏTI.



CANAL BOIS-DE-CHÊNE DÉLIMITANT DEUX BIDONVILLES : CITÉ PLUS ET CITÉ DE L'ÉTERNEL. UNE VUE DES BIDONVILLES SITUÉS AU FLANC DU MORNE HÔPITAL À PARTIR DE CITÉ DE L'ÉTERNEL.
PHOTO : ILIONOR LOUIS, AVRIL 2007

Septembre 2004, en Haïti, sept mois après la chute du président Aristide, un mouvement d'une rare violence baptisé à tort dans la presse d'« Opération Bagdad », en comparaison avec des insurrections armées en Irak contre l'occupation étasunienne, prit naissance. Ce mouvement s'est caractérisé, entre autres, par des vols, des viols, des rapt, des assassinats de policiers, d'anciens militaires, de simples citoyenNEs vaquant à leurs activités et même des habitantEs des bidonvilles.

Le centre-ville de Port-au-Prince était pendant plus d'un an assiégé par ces « insurgés ». Pour Nancy Roc, opposante farouche au président Aristide et journaliste très connue tant sur le plan national qu'international, l'« Opération Bagdad est lancée par les partisanEs du dictateur déchu à l'occasion du 13e anniversaire du coup d'État de 1991 » (Roc 2004). Dans la même perspective, Fils-Aimé attribue cette violence aux

partisans d'Aristide « cette violence, qui s'est surtout cantonnée dans les quartiers populaires de Bel-Air, de Cité Soleil et de Martissant et qui a causé un nombre assez élevé de victimes - plus d'une centaine de morts et un chiffre encore plus important de blessés - s'est baptisé du nom de « Opération Bagdad ». Elle est censée être menée par une armée qui s'auto-proclame aussi « *Lame san tèt* » (armée sans tête (ndlr) » (Fils-Aimé 2004). Selon Fils-Aimé, Haïti se trouve dans la violence des chimères. Mais selon Lovinsky Pierre Antoine, un fervent partisan d'Aristide, porté disparu depuis bientôt un an, « Le terme « Opération Bagdad » et cette opération elle-même ont été conçus, lancés par le gouvernement de facto de Gérard Latortue, avec le support technique du laboratoire fonctionnant à l'intérieur de l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince » (Pierre Antoine 2004). Les statistiques ne sont pas disponibles en la matière, mais d'aucuns pensent que ce sont des milliers

de gens, notamment des habitantEs des bidonvilles qui ont payé de leur vie cette violence aveugle déclenchée par ce mouvement et renforcée par des interventions meurtrières de la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Depuis le déclenchement de ces violences, on a tenté de trouver des explications légitimantes. Pour les opposantEs à Aristide et une partie des médias, il s'agit de violences politiques, puisqu'elles seraient commises par des partisanEs du président déchu qui réclament son retour. Étant donné que ces gens sont armés, il faut des interventions militaires dans les bidonvilles pour freiner ce mouvement. Mais, selon Collymore, les indicateurs sanitaires et sociaux reflètent l'instabilité politique et les privations économiques dont souffre ce pays (Collymore, 2004). Les « lavalassiens », quant à eux, déclinent toute responsabilité dans ces violences qu'elles attribuent à ce qu'elles appellent un « laboratoire » qui fonctionnerait à l'ambassade américaine.

Par rapport à cette violence, les médias ont diffusé des idées et des informations qui ont fait passer les quartiers populaires, particulièrement les bidonvilles, pour des « repaires de bandits » et des « zones de non-droit ». Les messages discriminants à l'égard des quartiers ont pris une ampleur telle que certains de leurs résidentEs ont eu des sentiments de honte de s'identifier comme des résidentEs des zones ciblées, une fois qu'elles se trouvent ailleurs. Nous sélectionnons au hasard sur les sites de certaines stations de radio à Port-au-Prince quelques

informations diffusées, en tenant compte notamment du préjudice que le contenu de ces informations pourrait porter à certaines catégories sociales. Nous voulons signaler également le manque d'analyse en profondeur qui caractérise certaines couvertures des événements sociaux par les travailleurs de la presse ainsi que le caractère de classe dans la présentation des informations en nous appuyant sur les réactions de certains individus interviewés dans un bidonville de Port-au-Prince.

MÉDIAS ET BIDONVILLES À PORT-AU-PRINCE : LA STIGMATISATION EN DIRECTE

Dans certains médias de Port-au-Prince, les populations des bidonvilles, notamment ceux qui sont en proie aux violences des bandits sont désignées comme étant des repères de bandits, et de kidnappeurs, divisant ainsi, ne serait-ce que de manière virtuelle, la capitale en deux catégories de personnes : les gens de bien vivant dans des quartiers paisibles et les bandits ou les « chimères des bidonvilles ». Par exemple, dans son édition du 9 août 2006, on peut lire sur le site de radio Métropole que Pétion-Ville est une commune où vivent de paisibles citoyenNEs tandis que les quartiers populaires sont désignés comme des lieux où se cachent des bandits. Jusqu'à ce que les forces de police aient chassé les bandits dans les bidonvilles situés aux alentours du centre-ville, Pétion-Ville, selon Radio Métropole, était un endroit tranquille.

«Pétion-Ville, qui était jusque là une zone réputée calme, est depuis quelque temps le bastion des bandits



CITÉ PLUS (PORT-AU-PRINCE HAÏTI) DES LOGEMENTS CONSTRUITS PRÈS DU CANAL BOIS-DE-CHÊNE. CHAQUE FOIS QU'IL PLEUT CE CANAL DÉBORDE ET, LES GENS SONT OBLIGÉS D'ABANDONNER LEUR DEMEURE. PHOTO : ILIONOR LOUIS, AVRIL 2007

qui opèrent en plein jour en tuant et en kidnappant de paisibles gens. En dépit de cette situation, les agents de la MINUSTAH se font plutôt rares, contrairement aux mois antérieurs où des fouilles systématiques de véhicules et d'individus suspects étaient opérées dans la commune de Péti¹ »

Se situant dans la même perspective, Radio Kiskeya, à propos de l'intervention de la MINUSTAH au quartier populaire du Bel-Air qui a fait 7 morts, parle de la pacification de ce quartier et soutient que cette « pacification » a eu pour conséquence de chasser les « bandits » qui se sont rendus dans d'autres quartiers restés paisibles jusque-là.

« Depuis la “pacification”, il y a quelques mois, de certains quartiers comme le Bel-Air, où sont stationnés maintenant des policiers haïtiens et des casques bleus, des bandes armées les ont abandonnés pour se redéployer dans d'autres zones plus clémentes. Théâtre de nombreux affrontements et raids meurtriers, Grand Ravine est aujourd'hui, avec Cité Soleil (banlieue nord), l'un des principaux repaires des gangs après le Bel-Air, Sans-Fil et Solino où “l'Opération Bagdad” se déclinait en assassinats, viols collectifs, vols, incendies et crimes économiques et sociaux de masse¹ »

L'agence de presse en ligne Alterpresse, présentant une note pour la presse émise par le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), annonce que

« la terreur règne à Port-au-Prince ». En effet, dit cette note, de janvier à décembre 2006, on a enregistré à Port-au-Prince 721 assassinats, dont 28 policiers et 4 casques bleus. La responsabilité de ces actes est attribuée aux gangs qui font la loi dans les quartiers populaires particulièrement dans les bidonvilles. Il y aurait eu, selon RNDDH, plus de cent cinquante (150) cas de kidnapping répertoriés. Dans la nuit du 6 au 7 juillet 2006, au moins vingt-deux (22) personnes ont été tuées à Grand Ravine, un quartier populaire situé sur les hauteurs de Martissant, banlieue sud de la capitale. Le meurtre de ces personnes fait suite à des affrontements entre des gangs armés dans les quartiers populaires de la zone. Selon la note, cette violence s'est intensifiée avec la décision des autorités en place de négocier avec les bandits armés et le lancement de l'Opération Bagdad².

Port-au-Prince est une « capitale de non droit », écrit Nancy Roc. Elle est assiégée partout par des gangs qui sont à la solde de Jean-Bertrand Aristide en exil en Afrique du Sud. Le texte de la journaliste se veut un cri d'alarme pour venir au secours d'une population composée, entre autres, d'enfants, de femmes, d'hommes d'affaires, de journalistes, de missionnaires, de politiciens, ainsi que des étrangers. Elle rappelle, à propos des étrangers, que 28 Américains, 6 Canadiens et 8 Français ont été enlevés depuis avril 2005. « Zone de non-droit », « points chauds » sont les principaux concepts utilisés par la journaliste dans ce texte pour désigner des zones contrôlées par les gangs. Par exemple,



BIDONVILLE SITUÉ EN FACE DE MARTISSANT 2A, UN QUARTIER OÙ IL Y A EU BEAUCOUP DE VIOLENCES ENTRE DES BANDES RIVALES ET DES INTERVENTIONS DES AGENTS DE LA POLICE HAÏTIENNE ET DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN HAÏTI (MINUSTAH). PHOTO : ILIONOR LOUIS, AVRIL 2007

Cité Soleil est désignée comme étant « le plus grand bidonville de Port-au-Prince, connu comme zone de non-droit », qui est interdite d'accès, selon l'auteure, même à la police haïtienne. Le sud et le nord de la capitale sont régulièrement le théâtre d'affrontements entre bandes rivales lourdement armées et circulant librement devant les troupes onusiennes. Le quartier où sont logées, selon elle, de nombreuses entreprises commerciales et industrielles, est aussi la scène où des bandits font régner la peur, ce qui menace plus de 5 000 emplois, à cause de la présence de groupes de délinquants. Les zones stratégiques de l'aéroport et du parc industriel sont également devenues des points « chauds » de la capitale (Roc, 2006).

En général, les journalistes recourent à des techniques s'apparentant au sondage pour donner une certaine validité à certaines informations. C'est par exemple le cas de dire « des citoyenNEs interrogéEs pensent que ou bien exigent que... ». Cette pratique ne respecte aucune règle en matière de sondage ou de statistiques pour la représentativité et la validité de l'opinion exprimée. Les personnes interrogées peuvent être deux à trois ou bien même une dizaine. Mais jamais on dit combien de gens ont été interviewés, dans quel contexte ou encore quel est le statut ou la compétence des personnes interrogées. Ce qui importe pour eux, c'est de fabriquer une opinion de toutes pièces. Dans la dépêche de Radio Métropole, par exemple, il est dit : « Selon des résidentEs de Pétion-Ville, les bandits chassés par les forces de l'ordre ont élu domicile dans les quartiers populaires ceinturant la commune. En raison de cette situation, une psychose est installée au sein de la plupart des Pétion-villoisEs qui se terrent chez eux après le coucher du soleil³ ».

Les stations de radios présentent différemment les individus impliqués dans des actions délictueuses abattus par la police. Par exemple, sur le site de Radio Métropole, ces individus sont présentés comme étant des bandits, alors que sur les sites de l'agence haïtienne de presse (AHP) et de haitipressnetwork, ces individus ne sont pas qualifiés de bandits mais plutôt de personnes. Le mercredi, 29 juin 2005, les policiers de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) ont fait une intervention armée dans le quartier populaire de Bel-Air à Port-au-Prince qui s'est soldée par la mort de plusieurs personnes. Sur le site de Radio Métropole, on pouvait lire en titre : « Au moins sept présumés bandits tués dans des échanges de tirs avec un bataillon de la MINUSTAH » tandis que sur le site de l'Agence haïtienne de presse, il est dit : « 7 personnes ont été tuées ce mercredi au Bel-Air lors d'une opération conduite par des centaines de casques bleus des Nations-Unies qui étaient à la recherche de civils armés ».

Haïtipressnetwork (HPN), pour sa part, présente

l'information dans les mêmes termes que l'Agence haïtienne de presse (AHP). Les individus ne sont pas présentés comme des présumés bandits en échange de tirs avec un bataillon de la MINUSTHA, mais plutôt comme des personnes. Au fait, si ce sont des bandits en confrontation armée avec le bataillon, leur mort est excusable, mais si ce sont des personnes tombées sous les balles lors d'une recherche de civils armés, il y a matière à enquête pour déterminer s'il ne s'agit pas d'un crime. HPN présente en ces termes la mort des individus tombés sous les balles lors de cette intervention. « Selon un bilan partiel rendu public mercredi après-midi par la MINUSTAH, 6 personnes ont été tuées à Port-au-Prince durant une opération conduite par un bataillon brésilien sur la foi de renseignements fournis par la PNH.⁴ »

Dès qu'il y a des cas de kidnappings, on fait la connexion directe avec les partisans d'Aristide vivant dans des bidonvilles. Ainsi tous les cas de kidnapping sont attribués aux pauvres. Cela engendre des réactions chez des gens vivant dans des bidonvilles qui ont eu l'opportunité de s'exprimer dans des interviews.

DES REPORTAGES QUI DÉRANGENT

À Cité de l'Éternel, un bidonville situé en bordure du quai de Port-au-Prince, par rapport à des informations discriminatoires diffusées dans certains médias contre les quartiers populaires, un jeune homme que nous avons interviewé dans le cadre d'une recherche pour notre thèse condamne la méthode de travail des journalistes et leur conseille de venir interviewer les gens de la Cité avant de répandre sur eux des informations qui leur portent préjudice.

« Nous voulons dire ceci : quel que soit le média, avant qu'il fasse sortir un discrédit, il doit nous consulter. Parfois, quelqu'un annonce à la radio que le bicentenaire est un repère de voleurs, de gangs et de kidnappeurs. Cette information est généralisée; c'est-à-dire on nous met tous là-dedans. Ce ne sont pas des voleurs qui habitent ici, il y a beaucoup de gens ici qui viennent d'ailleurs. Il y en a qui sont des professionnels, comprenez-vous ce que je vous dis? Cela signifie que nous, on n'est pas là pour commettre ce genre de choses. Comprenez-vous ce que je vous dis? Donc, comme je vous le dis, il y a des cas qu'on enregistre ici, ils sont commis par des gens qui viennent d'ailleurs. Ils ont fini de commettre leur crime, ils viennent déposer le cadavre ici, puisque c'est ici qu'on le constate, au bicentenaire, c'est à nous qu'on impute la responsabilité (ndlr) ».

Effectivement des stations de radio, des sites de diffusion de nouvelles, entre autres, répandent sur des quartiers où il y a des activités de délinquance des informations au moins discriminantes. Par exemple, dans son



BIDONVILLE SITUÉ EN FACE DE MARTISSANT 2A, UN QUARTIER OÙ IL Y A EU BEAUCOUP DE VIOLENCES ENTRE DES BANDES RIVALES ET DES INTERVENTIONS DES AGENTS DE LA POLICE HAÏTIENNE ET DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN HAÏTI (MINUSTAH). PHOTO : ILIONOR LOUIS, AVRIL 2007

édition du 7 août 2006, le site *Haïtipressnetwork* titre : « Cité Soleil, repère de kidnappeurs » pour signaler des affrontements entre bandes armées rivales qui avaient fait plusieurs victimes à Cité Soleil. Selon des témoignages cités, la commune serait « redevenue » un repaire pour les kidnappeurs⁵. Comme nous venons de le voir, c'est la même information diffusée sur les sites des stations de radio Kiskeya et Métropole.

La discrimination disproportionnellement diffusée sur les bidonvilles et sur Cité de l'Éternel à Port-au-Prince a généré chez certains habitantEs un sentiment de honte. Dans certaines institutions, soit pour régler une affaire soit pour participer à un événement quelconque, on se plaint d'être victime de discrimination et de préjugés à cause de ce qui est dit sur Cité de l'Éternel dans les médias. Ainsi, il y en a qui refusent de se présenter comme étant des résidentEs de la Cité. Rosa, une mère de famille vivant dans la Cité, parle de la honte qu'elle éprouve quand elle doit se présenter comme une résidente de la Cité. « [...] Parfois, il y a des endroits où je me rends, j'ai honte de m'identifier comme une résidente à Martissant. On nous voit toujours d'un mauvais œil. Il y a des gens qui se promènent et qui disent 'moi, dès qu'il s'agit de Cité de l'Éternel, je n'y vais pas'. J'ai mon frère aîné qui devait amener un médecin voir mon père ici. Celui-ci a répondu : 'dans votre Cité ? Moi, je ne vais pas entrer'. C'est vrai! Ils n'entrent pas ici. Non, on n'est pas des êtres humains, on a de la mauvaise renommée (ndlr) »

CONSIDÉRATIONS FINALES

Les médias se contentent de rapporter des informations qui sont dans bien des cas discriminatoires aux populations résidant dans des quartiers en proie aux violences. Au moins trois tendances se dégagent de ce processus. Premièrement, l'impression que Port-au-Prince est divisée en deux catégories de personnes : les gens de bien et les « chimères » (partisans d'Aristide). Ainsi, il existerait une lutte incessante entre les forces du mal que symbolisent les gens pauvres, partisans d'Aristide, et les gens de bien. Ceci tend à simplifier une réalité plus complexe en termes de composantes des populations.

Deuxièmement, la politique comme seule explication aux violences. Par le passé, la police intervenait dans les quartiers pauvres à la recherche d'éléments subversifs se réclamant de l'idéologie communiste. La politique était l'élément justificateur de ces interventions. Aujourd'hui, on continue de se référer à la politique à laquelle on

ajoute un autre élément qui est le terrorisme. Des parlementaires sont allés jusqu'à réclamer la peine de mort pour les kidnappeurs accusés d'être des terroristes⁶. Le président de la République, René Préal, demanda aux bandits des quartiers pauvres de choisir entre le désarmement et la mort⁷. Quant au premier ministre, Jacques Edouard Alexis, il prôna la politique de la carotte et du bâton⁸. Radio Kiskeya signale, à propos, que « le kidnapping est considéré comme du terrorisme aux États-Unis et dans d'autres pays alors que cette terminologie est soigneusement évitée pour désigner les mêmes pratiques en Haïti » (Radio Kiskeya, édition du 7 février 2007). Troisièmement, la généralisation disproportionnée quant à l'appartenance politique ou au lieu de résidence des kidnappeurs.

Je voudrais, pour conclure cette analyse, faire quelques propositions méthodologiques en vue d'aider à une meilleure compréhension de la violence dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Premièrement, je conseillerais de rompre avec le discours dominant ou avec le sens commun. Il ne s'agit pas d'une rupture radicale mais plutôt de garder une certaine distance en vue d'une meilleure objectivation. Il faut soumettre à l'examen critique les concepts et les catégories utilisés pour expliquer la violence dans les quartiers pauvres.

Deuxièmement, je pense qu'il faut placer cette violence dans le processus diachronique des transformations historiques que connaît la capitale dans son processus évolutif. Troisièmement, je propose qu'on fasse l'observation ethnographique. C'est un outil indispensable qui peut aider à rejeter les discours rébarbatifs galvaudés sur les écrans, les antennes ou le papier-journal, et qui emprisonnent la recherche de terrain. En dépit de son importance cruciale, il ne faut pas se limiter à l'observation de terrain, il faut la lier avec l'analyse institutionnelle et vice-versa; dans le cas contraire, on risque de sombrer dans la myopie monographique (Wacquant, 2006) ♦

BIBLIOGRAPHIE

Collymore, Y. (2004) « Les indicateurs de santé en Haïti, reflets de ses troubles économiques et politiques » in www.prb.org.

Fils-Aimé M.A (2004) « Haïti dans la violence des chimères » in <http://www.alterpresse.org/spip.php?article1919>.

Pierre-Antoine, L. (2004), « Pris dans son propre piège » in http://www.haitiaction.net/News/LPA/11_9_4.html.

Roc N. (2004), « De Gonaïves à Bagdad : du purgatoire aux portes de l'enfer » in <http://haitipolicy.org/content/2660.htm>.

Roc, N. (2006) « Port-au-Prince, capitale du non-droit » in *Le Devoir*, édition du lundi, 23 janvier 2006.

Wacquant, L. (2006), *Parias urbains. Ghettos, banlieues, État*. Éditions La Découverte, Paris.

AUTRES SITES INTERNET

www.haitipressnetwork.com

www.radiokiskeya.com

www.metropolehaiti.com

1) Radio métropole, édition du mercredi, 9 août 2006, 19 h 15.

2) www.radiokiskeya.com. Posté le vendredi, 13 octobre 2006.

3) Voir la note du RNDDH au http://www.alterpresse.org/imprimer.php3?id_article=5445

4) www.metropolehaiti.com

5) HPN, édition du 30 juin 2005.

6) Haiti Press Network, 7 août 2006. www.haitipressnetwork.com

7) Des sénateurs de la République, Judnel Jean, Andris Riché, Joseph Lambert et Jean Gabriel Fortuné se sont déclaré favorables à l'instauration de la peine de mort, peut-on lire sur le site de Radio métropole le 28 mai 2008 et sur www.ayitissoupye.spaces.live.com.

8) Dans son édition du 9 août 2006, Radio métropole rapporte que « Le président haïtien René Préal a lancé, mercredi après-midi, une sévère mise en garde aux bandits qui sèment le deuil dans la région métropolitaine de Port-au-Prince depuis plusieurs mois. Le chef de l'État a fait savoir aux détenteurs d'armes illégales qu'ils n'ont pas d'autre choix que de remettre leur arsenal ou mourir ».

9) Voir http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_poli_fr.php?id=11971

L' "ESPOIR" D'OBAMA

CES TEMPS-CI, TOUT LE MONDE DÉBORDE DE JOIE DE LA VICTOIRE BARAK OBAMA À LA PRÉSIDENTIE DES ÉTATS-UNIS. APRÈS HUIT ANS DE PESTILENCE AVEC BUSH C'EST EFFECTIVEMENT UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS.

PAR LAURA KNEALE
JOURNALISTE INDÉPENDANTE



La question est maintenant de savoir si Obama tiendra les promesses de son éblouissante campagne. Alors que cette question a sûrement été posée dans tous les médias à travers le globe au lendemain euphorique du 4 novembre 2008, elle est importante. Surtout parce qu'elle pourrait se transformer en vide médiatique dans certaines régions du monde où Obama n'aura l'occasion de venir inspirer les masses.

Les pays d'Amérique latine seront-ils parmi ces derniers? En février dernier, Obama parlait de sa volonté de changer la politique étrangère des États-Unis envers l'Amérique latine. Il disait préférer engager la discussion avec des leaders comme Hugo Chavez et Fidel Castro plutôt que de les ignorer. Il tendait vers le développement d'une relation de respect et de dignité mutuelle. Et ses propos l'ont aidé dans sa campagne, même si au désespoir des militants pro-Amérique latine, Obama n'a pas effectué une seule visite au continent.

Pourtant, l'appui des latinos américains vivant aux États-Unis a fait pencher la balance en faveur du sénateur démocrate. Notamment, dans les États comme le Nevada, le Nouveau-Mexique, la Floride et le Colorado où le vote latino est important. Par exemple, en Floride où Bush avait gagné le vote latino en 2004, Obama l'a remporté avec 57% du vote populaire contre 42% pour McCain. De plus, des études ont montré une corrélation entre la victoire de Obama et la prise de position politique de nombreuses minorités aux États-Unis.

Project Vote estime que 87% plus de latinos ont voté au Nevada et environ 92 000 de plus au Nouveau-Mexique qu'aux élections antérieures. Si cela s'explique en partie grâce à la naturalisation d'un nombre record de 1 million de latinos dans la dernière année, il reste à savoir si ce vote de confiance se manifestera comme un acte de solidarité avec leurs frères et soeurs au sud du Rio Grande.

L'auteur uruguayen de renommée Eduardo Galeano a fait vite de lancer un défi au futur président des États-Unis. Dans sa lettre "Ojalá", il pose de nombreuses questions au futur leader de la puissance mondiale. Dont notamment,

“¿Obama seguirá creyendo que está muy bien que un muro evite que los mexicanos atraviesen la frontera, mientras el dinero pasa sin que nadie le pida pasaporte?”

Durante la campaña electoral, Obama enfrentó con franqueza el tema de la inmigración.

Ojalá a partir de ahora, cuando ya no corre el peligro de espantar votos, pueda y quiera acabar con ese muro, mucho más largo y bochornoso que el Muro de Berlín, y con todos los muros que violan el derecho a la libre circulación de las personas.”

Tout compte fait dans "Ojalá", Galeano est assez sceptique au pouvoir réel d'Obama. Il dit d'ailleurs à la fin de sa lettre, qu'il espère que Obama n'oubliera jamais que la Maison Blanche, a été construite par des esclaves noirs. Ainsi, pour beaucoup Obama serait plutôt un symbole plus qu'un agent de changement. Un exemple est l'appui de la communauté haïtienne à Montréal. Luck Mervil, Norman Brathwaite et Ric'Key Pageot se sont prononcés publiquement en sa faveur. Luck Mervil est allé jusqu'à dire que " Si Obama perd il va y avoir une guerre civile tellement l'engouement est grand." Ce propos reflète cet effet de célébrité que le sénateur de l'Illinois a incité auprès du public, toutefois personne ne justifie pourquoi ils croient en ce symbole. Tout le monde veut du changement, mais quel changement?

Les termes vastes et évocateurs de "croire", "espoir" et "progrès" qui ont porté la campagne de Obama a bon terme ont de semblable une appartenance au vocabulaire religieux. On croit mais on ne sait pas exactement à quoi croire, on espère, comme espèrent des millions de latinos américains, qu'Obama pourra venir en aide à leur pays, on devrait donc en arriver au progrès grâce à ces piliers fondamentaux mais qu'est-ce que le progrès signifie vraiment pour les États-Unis et pour l'Amérique latine?

Les analyses géopolitiques élaborent que le premier pas vers un changement significatif pour la relation États-Unis – Amérique latine serai de renforcer le respect mutuel dans les échanges. Sous Bush, plusieurs pays ont été "bousculé" en raison de la politique étrangère

de son administration à l'égard du Venezuela et aussi de l'Équateur, de la Bolivie, du Nicaragua et du Paraguay. Des décisions qui faisaient réfléchir s'il n'était pas en train de raviver les guerres sales d'Amérique latine des années 80. Le professeur de science politique Louis Balthazar, président de L'Observatoire des États-Unis de la chaire Raoul Dandurand à l'UQAM affirme que l'espoir avec Obama est qu'un nouveau courant vienne changer les relations étrangères. Il dit notamment « Avec l'élection de Barack Obama on peut espérer un sursaut de sympathie nouvelle à l'endroit des États-Unis et, probablement, un espoir que l'administration à Washington comprenne davantage les besoins de ce continent ».

La deuxième étape est bien sûr de recentrer l'importance qu'occupe l'Amérique latine vis-à-vis les États-Unis. Si les priorités se trouvent à l'heure actuelle, d'abord à l'interne en raison de la crise financière et ensuite au Moyen-Orient, à cause de l'occupation militaire de l'Irak et l'Afghanistan, il va de la responsabilité des latino-américains vivant aux États-Unis de faire valoir leur force en tant que citoyens auprès de leur nouveau président. Si on se fie à la déclaration qu'Obama a fait en mai 2008 à Miami sur le leadership américain dans les Amériques, ce pouvoir citoyen sera priorisé car afin de mesurer le succès de ses politiques il veut prendre en compte "l'espoir de l'enfant dans les favelas de Rio, la sécurité du policier à Mexico city, et les cris lointains des prisonniers politiques des prisons à la Havane".

Ainsi tout semble être en place pour des changements significatifs dans les Amériques, toutefois, ce que les médias ne nous disent pas encore, c'est comment Obama pourrait-il vraiment faire tout ce qu'il promet. Une question qu'Obama, lui-même, doit se poser en voyant les dossiers "IMPORTANTES" s'empiler sur son bureau présidentiel. Ainsi, la mobilisation derrière ces idées, qu'elles soient trop utopiques, qu'elles soient trop "mainstream" ou pas assez radicales, sera la seule façon d'espérer que les droits des latinos ne soient encore bafoués au nom de priorités plus pressantes ♦

DERRIÈRE LE RIDEAU : LE POUVOIR MÉDIATIQUE DE LA COMPAGNIE VALE DO RIO DOCE ET LE TRAVAIL ARDU POUR DÉVOILER LA VÉRITÉ

PAR DARIO BOSSI

MEMBRE DE LA FAMILLE DE MISSIONNAIRES COMBONIENS, DEPUIS 1997, DIPLÔMÉ EN THÉOLOGIE À SAO PAULO (BRÉSIL), OÙ IL A TRAVAILLÉ COMME ÉDUCATEUR AU CENTRE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS DE SAPOEMBA. DEPUIS 2007, VIT ET TRAVAILLE DANS UNE COMMUNAUTÉ MISSIONNAIRE AÇAILÂNDIA, MARANHÃO (BRÉSIL), CONSACRÉE À L'ÉDUCATION, LA FORMATION SOCIO-POLITIQUE ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, NOTAMMENT PAR LE BIAIS DE LA CAMPAGNE «JUSTICE DANS TRILHOS» CONTRE LES ABUS DE L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES MINIÈRES : VALE DO RIO DOCE.

Le Brésil, terre de géants endormis¹, a cédé ses ressources à la deuxième plus importante compagnie minière au monde : la Vale du Rio Doce (ou la Vale). Pour plusieurs, cette compagnie est une fierté nationale. Elle s'est fait récemment attribuer par la revue brésilienne Carta Capital le titre d'« entreprise la plus admirée du pays ». Par ailleurs, certains (une minorité) pensent que l'importance de la compagnie ne peut être mesurée uniquement par rapport aux profits qu'elle génère ou par l'image qu'elle transmet au public. La Vale sait très bien « vendre sa salade » (ou « vendre son poisson » selon l'expression amazonienne). Dans les pays occidentaux, on associerait les méthodes de la compagnie à un type de greenwashing lui permettant d'embellir son image avec des campagnes publicitaires persistantes².

QUI EST LA VALE ?

La Vale se présente comme étant une « entreprise brésilienne mondiale », qui intervient dans cinq continents : les Amériques, l'Europe, l'Afrique, l'Asie et l'Océanie. Elle a des activités dans plusieurs pays : aux États-Unis, au Pérou, au Chili, en Argentine, au Venezuela, en Belgique, en France, en Norvège, en Chine, au Japon, au Bahreïn, au Gabon, au Mozambique, en Mongolie, en Angola, en Afrique du Sud et en Australie. Au Brésil, elle est présente dans 14 des 26 États brésiliens³. Cette entreprise, la plus grande consommatrice d'énergie électrique du pays, est aussi propriétaire de près de 9000 kilomètres de chemin de fer et de 10 ports maritimes.

La Vale est composée d'un complexe système de 50 importantes entreprises fonctionnant sous sa direction ou lui conférant un appui stratégique et/ou opératif. Leader dans le domaine du fer et seconde productrice de manganèse et de ferroligas, elle commercialise ses produits avec des sidérurgies du monde entier. On pourrait dire, cependant, que le filet-mignon de cette compagnie est la mine de Carajás, en Amazonie – de loin la plus grande mine de fer de la planète. En 2007, la Vale a extrait un total de 300 millions de tonnes de minerai, dont 100 millions de tonnes de fer provenaient de la seule mine de Carajás. Bénéficiant de l'augmentation du prix du fer et du transport, la mine de Carajás a rapporté à la Vale des profits nets, pour la seule année 2007, de 5 milliards \$ (ses bénéfices totaux devant avoir totalisé plus de 32 milliards \$).

Le modèle de la Vale est celui d'une économie d'enclave visant à l'extraction de la richesse naturelle sans l'objectif de dynamiser l'économie locale. Par exemple, le chemin de fer de Carajás, dans les États du Maranhão et du Pará, permet le transport efficace du minerai : le profit s'écoule donc rapidement vers l'étranger, ne laissant que pour la région-ressource pollution et déboisement. En plus des dommages environnementaux, ce chemin de fer, tuant ou blessant une personne par mois dans la région, représente un danger pour les populations locales. Les dépenses de Vale en cas de décès se limitent, jusqu'à aujourd'hui, à l'achat de cercueil pour les défunts.

Au mois de mai 2008, la Vale a été condamnée par le « Tribunal permanent des peuples » pour des crimes contre l'environnement et pour les violations des droits des travailleurs et des droits humains dans la Baie de Sepetiba (Rio de Janeiro). Cependant, la machine de propagande de la multinationale a adopté une stratégie subtile et puissante. L'an dernier, la Vale a participé à la procession religieuse la plus populaire de la ville de Belém, celle du Cirio pascal, pour promouvoir son image. Dans les outdoors, par exemple, on pourrait lire « La Vale valorise la culture et la foi de notre peuple »... Comme on peut le constater, elle aide aussi à sa sépulture !

En 2007, un large plébiscite dans tout le territoire brésilien a reflété l'opinion populaire s'opposant à la privatisation de la Vale⁴. Lors de ce processus, plusieurs segments de la société civile brésilienne se sont organisés pour conscientiser et diffuser de l'information sur les conflits et les injustices commis par Vale, par une série de rencontres, d'assemblées, de séminaires et de conférences. Cette

mobilitation populaire a amené la compagnie à multiplier sa propagande télévisuelle, en présentant par exemple les projets sociaux qu'elle « soutient », avec un jeu de mot ironique disant : « O Brasil que Vale » (Un Brésil qui le vaut). En sous-entendu, on pourrait lire : « un Brésil qui le vaut seulement pour ceux qui croient en la Vale ». Coïncidence ou non, cette campagne de persuasion et de propagande puissante semble avoir été un des éléments décisifs menant à l'affaiblissement du plébiscite. Comme si un changement de slogan signifiait un changement d'attitudes !

Aujourd'hui, la Vale compte 56 000 employés directs et environ 147 000 employés indirects. Cela signifie que la sous-traitance permet à la Vale de se libérer, par exemple, de sa responsabilité directe pour les 8 000 employés de la mine de Carajás. Selon le journaliste Rogério Almeida, « l'Association des ouvriers et ex-ouvriers de la municipalité de Barcarena n'arrive pas à diffuser dans les médias de l'État du Pará de l'information concernant les problèmes neurologiques et cardiaques des ouvriers, causés par les deux usines d'aluminium de la Vale (Alunorte et Albras). La même chose se passe dans d'autres États où la Vale est présente : elle neutralise les médias par sa politique efficace de marketing et par la démission de ses employés après l'apparition des premiers signes de maladies ».

L'implication de la Vale lors du lancement du « Forum Amazonie durable » en 2007, dans la ville de Belém, est un autre exemple de la stratégie de cooptation des médias de la compagnie. À cet événement, personne n'a osé dénoncer les actions de Vale parce qu'elle était le commanditaire principale de l'événement ainsi que de la majorité des ONG présentes. Vale démontre ainsi son pouvoir d'influence de l'opinion publique. Il ne s'agit pas ici d'un cas unique ni d'une série de hasards; l'entreprise a une stratégie subtile et bien étudiée lorsqu'il s'agit de convaincre et de coopter les leaders et le public.

À la fin de l'année 2007, plusieurs groupes de la société civile brésilienne se sont organisés en réseau pour mesurer le niveau de conflits entre la Vale et son environnement socio-écologique. L'objectif de cette initiative, qui a été nommée « Justice sur les rails » était de mieux comprendre et structurer le sentiment de malaise vécu par la population pour pouvoir dénoncer la compagnie de manière organisée et non-violente. Un autre objectif de cette campagne était de forcer la Vale à respecter le paiement des indemnités de ses employés, des compensations environnementales et la reconstitution du Fonds de développement de la région de Carajás.⁵

présentement, le réseau « Justice sur les rails » est en train de s'articuler avec d'autres groupes touchés par la Vale et organise un séminaire international (social-juridique-environnemental) pour le prochain Forum Social Mondial qui aura lieu à Belém en janvier 2009. Actuellement, le réseau travaille avec des villages et municipalités situés le long des 892 kilomètres de la voie ferrée Carajás, entre São Luis (Maranhão) et Belém (Pará) organise débats et séminaires de formation. Un de ces séminaires, ayant eu lieu au siège des évêques du Brésil à Belém, a permis aux

participants d'assister à une présentation portant sur la réalité des gens vivant près du chemin de fer et sur l'expérience des leaders de la campagne « Justice sur les rails ».

Jusqu'à présent, les organisateurs n'ont jamais utilisé la violence ni même bloqué le chemin de fer. Leur campagne, basée sur la distribution de matériel d'éducation et la diffusion d'information sur un site Internet, préoccupe toutefois la compagnie. Cette dernière s'est alliée au plus grand journal du Pará (O Liberal) pour créer une campagne de diffamation: « Il existe de fortes évidences qu'un nouveau blocage du chemin de fer de Carajás, reliant les États du Pará et du Maranhão et opéré par la Vale, est en cours d'organisation. Jusque là, rien n'est nouveau.

Les patrimoines privés, et surtout celui de Vale, ont toujours été dans la mire des bandits travestis d'acteurs sociaux, une expression que les intellectuels ont inventée pour faire référence aux criminels. La nouveauté cette fois-ci, est composée de trois éléments : le premier est que le Mouvement des Sans-Terre (MST) ne va pas agir seul cette fois, mais avec l'aide d'autres institutions et mouvement sociaux; le deuxième est qu'ils prétendent bloquer la voie-ferrée en deux fronts : au Pará et au Maranhão; le troisième est que les préparatifs qui précèdent ce blocage se passent, selon l'édition d'hier du journal O Liberal, à l'intérieur même de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) ».

Ainsi, suite à cette « fantastique créativité » du journaliste, les organisateurs de la campagne organisent contre celui-ci une dénonciation pour calomnie. D'un autre côté, ce qui les intéresse le plus est de comprendre les jeux de pouvoir qui sont derrière ce type de manipulation de l'opinion publique par les médias.

Lúcio Flávio Pinto, journaliste observateur des contradictions de la Vale depuis 20 ans, a conclu que « O liberal a encore une fois desservi l'opinion publique avec ce type de traitement de l'information. Bloquer le chemin de fer de Carajás (concession publique octroyée à la Vale pour 50 ans) – c'est arrivé six fois déjà dans les six derniers mois – est une chose. Une autre chose est d'évaluer l'impact de ce blocage sur la population et d'en tirer des bénéfices (d'où le titre de la campagne « Justice sur les rails »). Pire encore, il n'y a eu aucun indice ou même insinuation d'une intention de blocage du chemin de fer lors de la rencontre au siège de la CNBB.

Avec cette annonce, faite sans aucune source, O Liberal démontre encore une fois que son intention n'est pas d'informer les gens du Pará, mais de se prévaloir de cette information avec des intentions cachées. Semblable à ceux qui ne diffusent pas ou manipulent l'information avant de la diffuser au public pour profiter de leur position privilégiée. Cela est une pratique bien courante». La Vale, encore une fois, a bien démontré sa capacité de s'allier aux moyens de communication de masse pour promouvoir ses intérêts.

Entretemps, le mouvement « Justice sur les rails » ne se décourage



PHOTO :DARIO BOSSI

pas et croit encore en l'efficacité de l'éducation populaire par des moyens alternatifs. Un des projets de la campagne est le renforcement du Centre de communication d'Açailândia, situé près du chemin de fer de Carajás, comportant une radio communautaire ayant été créée par les jeunes et les leaders des mouvements et des communautés de base. Ils sont en train de développer des capacités d'analyse critique de la réalité, à partir de leur vécu, de la censure et de la distorsion de l'information. Le Centre pourra ensuite exprimer sa pensée et multiplier l'information et ses analyses, non seulement à la radio, mais aussi par l'hebdomadaire populaire local Nossa Voz (« Notre voix ») ainsi comme par la production des petits documentaires (certains sont déjà disponibles sur le site Internet de « Justice sur les rails »).

La distribution des DVDs dans les écoles, les communautés, les ONG et les mouvements de la région, associée au témoignage de leaders et d'éducateurs locaux, est encore un instrument très efficace pour la construction d'une culture alternative ainsi que pour la formation de la relève militante. L'utilisation d'Internet peut aider dans la diffusion des objectifs de la campagne ou de la lutte du peuple, en mettant en réseau groupes et personnes concernés.

Comme a dit Goebbels, ministre de propagande de l'Allemagne nazie, « Répétez cent, mille, un million de fois un mensonge... et il va devenir vérité ». C'est à nous maintenant de déconstruire ces « vérités », de nous engager avec ces cent, mille, un million de personnes victimes du pouvoir médiatique des multinationales comme Vale du Rio Doce. Nous avons besoin de votre aide ♦

1) Selon les paroles de l'hymne national, « Gigante pela própria natureza... deitado eternamente em berço esplêndido »

2) Voir le site web : <http://www.vale.com/saladeimprensa/pt/home/imprensa.asp>

3) Voir les États brésiliens sur le site : www.brasil.gov.br/pais/

4) Selon la Constitution brésilienne de 1988, le Parlement fédéral doit transformer en loi une proposition plébiscitaire avec plus d'un million de signature

5) Voir la campagne dans www.justicanostrilhos.org

CAMPAGNE DE SOUTIEN

Je m'abonne au CAMINANDO

- ☐ Abonnement individuel (4 numéros pour 20 \$)
☐ Abonnement organisationnel (4 numéros pour 27 \$)

Nom

Organisme (si nécessaire)

Téléphone

Courriel

Adresse

Ville

Code postal

Province

- ☐ Je désire soutenir la revue en faisant un don de :
(reçu de charité émis pour
tout don de 15 \$ ou plus)

- ☐ Je désire devenir membre du CDHAL (5 \$)

Veuillez nous faire parvenir votre paiement accompagné de ce talon au :

Comité pour les droits humains en Amérique latine
211, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H2P 1T6
(514) 387 5550

Pour toute information ou suggestion, n'hésitez pas à nous écrire :
caminando@cdhal.org



L'AGENDA LATINOAMÉRICAIN 2009 EST ARRIVÉ !
EN VENTE DÈS MAINTENANT SUR DEMANDE AU CDHAL !

DISPONIBLE EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS (EN ESPAGNOL SUR DEMANDE SPÉCIALE) AU PRIX DE 20 \$

ENVOYEZ UN CHÈQUE AU CDHAL OU PASSEZ NOUS VOIR POUR PRENDRE VOTRE COPIE!
211, RUE JARRY EST – MONTRÉAL (QUÉBEC) H2P 1T6 / INFO@CDHAL.ORG / 514.387.5550

LATINO-AMÉRICAIN MONDIAL 2009

agenda
LATINO-AMÉRICAIN
mondial

2009



VERS UN SOCIALISME NOUVEAU
L'UTOPIE CONTINUE